



Rapport d'activité et de développement durable

2019-2020

Panorama



**Caisse
des Dépôts**
GROUPE

Ce rapport d'activité et de développement durable porte sur l'année 2019 et sur une partie de l'année 2020. Dès le début de la crise sanitaire du Covid-19, la Caisse des Dépôts a mis en place des mesures d'urgence pour ses parties prenantes. Ces mesures sont ainsi abordées dans ce rapport, notamment dans la partie consacrée aux actions de nos cinq métiers.

02-07

Interviews d'Éric Lombard, directeur général de la Caisse des Dépôts, et de Sophie Errante, présidente de la Commission de surveillance
 Gouvernance et Comex

—02
 —06

16-37

Nos actions pour faire grandir la France

Banque des Territoires —18
 Bpifrance —22
 Direction des retraites et de la solidarité —26
 Gestion des participations stratégiques —30
 Gestions d'actifs —34

08-15

Un modèle pour faire grandir la France

Missions, leviers, modèle et valeur créée —09
 Interview de Yann Tampereau, chef économiste Groupe Caisse des Dépôts —14
 Données clés 2019 —15

38-60

Nos engagements pour faire grandir la France

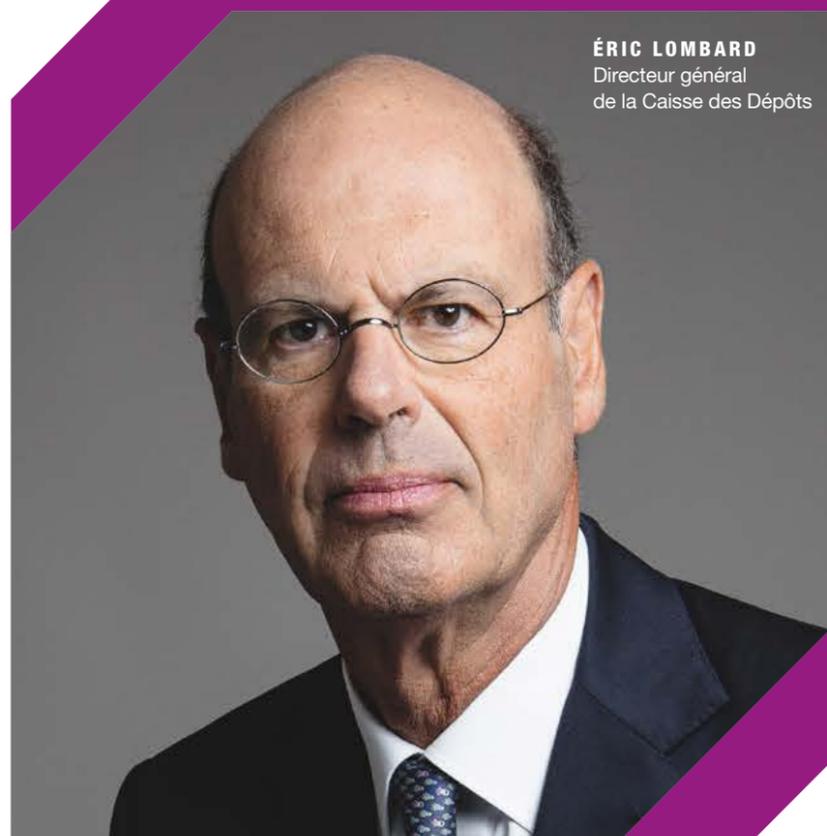
Politique durable —40
 Contributions pour un monde durable —46
 Exemplarité interne —54

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Pour construire un avenir meilleur et plus durable pour tous d'ici 2030, les Nations unies ont défini 17 objectifs de développement durable (ODD) et leurs cibles associées détaillant la marche à suivre. En 2019, la Caisse des Dépôts a restructuré sa politique durable autour de ces ODD. Les contenus de ce rapport sont indexés par le biais de pictogrammes pour signaler les contributions prioritaires de chacune des entités aux ODD. Le détail des plans d'action Groupe Caisse des Dépôts est présenté dans la partie Engagements.

Parce qu'elle contribue au **développement de tous nos territoires**, soutient les entreprises innovantes et met l'épargne au service de l'intérêt général, la Caisse des Dépôts aide à faire grandir la France. Chaque jour, elle améliore le quotidien de millions de femmes et d'hommes en rendant possible la concrétisation de projets qui renforcent la cohésion sociale et concilient **performance économique et engagements durables**.

Des projets au cœur de la vie des Français



ÉRIC LOMBARD
Directeur général
de la Caisse des Dépôts

Agir pour une société plus durable et plus inclusive

Éric Lombard et Sophie Errante décryptent l'essentiel de l'année 2019 ainsi que l'action du groupe Caisse des Dépôts lors des crises sanitaire et économique de 2020. Le Groupe ayant changé d'échelle grâce à son rapprochement avec le Groupe La Poste, il intervient d'ores et déjà dans quatre axes principaux, essentiels à la relance : le soutien au secteur du logement, le soutien des entreprises, la cohésion sociale et la santé ainsi que la transition écologique et énergétique.

L'année 2019 est déjà loin, mais pouvez-vous revenir sur les résultats du Groupe et les principales réalisations ?

ÉRIC LOMBARD :

Dans un contexte économique et financier contrasté, marqué par des taux de marché très bas, les résultats 2019 sont bons. Le bilan agrégé de la Caisse des Dépôts s'est renforcé à 459 Md€ et le résultat agrégé s'est établi à 2,7 Md€, contre 3,3 Md€ en 2018. Cette baisse provient d'une moindre performance du résultat courant du Fonds d'épargne, les taux bas pesant sur les revenus des actifs financiers. Nos fondamentaux sont solides et notre capacité d'intervention a été renforcée. Cela nous permet ainsi d'aborder 2020 et les crises sanitaire et économique avec les moyens nécessaires pour agir massivement et rapidement. J'ajouterai que la configuration du nouveau groupe Caisse des Dépôts, faisant suite au rapprochement avec le Groupe La Poste et à l'intégration de SFIL, nous permet, en mobilisant ensemble nos énergies et nos ressources, d'agir à un moment clé pour soutenir notre économie.

« NÉE D'UNE CRISE IL Y A PLUS DE 200 ANS, LA CAISSE DES DÉPÔTS A ACCOMPAGNÉ LE PAYS DEPUIS, DANS TOUTES SES TRANSFORMATIONS. »

” **ÉRIC LOMBARD**

Pouvez-vous évoquer le rapprochement avec le Groupe La Poste ?

Initié en 2018, ce projet n'est pas une fusion mais un rapprochement partenarial original, qui repose sur des valeurs communes de service public et d'intérêt général. Nous allons travailler ensemble en établissant des passerelles, avec la mise en place d'une gouvernance préservant les spécificités et priorités de chacun, en suivant trois principes d'action : responsabilité, subsidiarité et coopération. L'objectif de ce rapprochement est d'être plus utiles aux Français et aux territoires, avec la création du 1^{er} opérateur de services publics de proximité et d'un pôle public de bancassurance. Nous voulons être plus utiles aux territoires par une meilleure coordination entre La Banque Postale et la Banque des Territoires, grâce à des moyens accrus en faveur des villes moyennes, des quartiers prioritaires de la ville et des territoires ruraux. Nous avons engagé une coopération stratégique renforcée autour d'enjeux opérationnels – comme la logistique urbaine, la silver économie et les services à la personne – pour proposer rapidement des offres concrètes visant à améliorer la situation des territoires et la qualité de vie des Français.

Lors de la crise du Covid-19, quelles mesures ont été prises ?

Dès la mi-mars, l'ensemble des métiers du Groupe ont réagi à la crise. Nous avons en premier lieu généralisé pour la quasi-totalité de nos collaborateurs le télétravail. Nos cinq métiers ont déployé des mesures d'urgence afin de répondre aux besoins immédiats de trésorerie des entreprises et des professions juridiques. La Banque des Territoires s'est associée aux collectivités pour déployer des fonds « Covid Résistance » destinés à couvrir les besoins en trésorerie des TPE. Bpifrance a mis en place un vaste plan d'urgence pour les entreprises en suspendant notamment les remboursements des échéances de prêts pendant 6 mois et en opérant le dispositif permettant à l'État de garantir 300 Md€ de prêts, mettant ainsi en place un véritable pont aérien de cash. La direction des retraites et de la solidarité a assuré la continuité de ses services pour

les employeurs publics et les millions de Français cotisants et retraités, a adapté le catalogue des formations de « Mon compte formation » pour intégrer des modules à distance et a participé à la mise en service de la plateforme monparcours handicap.gouv.fr. La direction des participations stratégiques s'est mobilisée dans plus d'une cinquantaine d'instances de gouvernance des filiales portant essentiellement sur la gestion de la crise et de l'après-crise. Enfin, la direction des Gestions d'actifs est intervenue sur les marchés financiers en accroissant très significativement ses opérations en nombre et en montant, jouant ainsi son rôle contracyclique.

Le groupe Caisse des Dépôts est déjà très actif pour relancer l'économie. Quels sont vos principaux axes d'intervention ?

Après trois mois d'une crise sanitaire inédite, nous faisons face à une crise économique sans précédent. Ce sont des pans entiers de notre économie qu'il faut soutenir ou reconstruire : l'automobile, l'aéronautique, les petites entreprises, les commerces, le tourisme, la culture, la santé, le médico-social, l'éducation, les transports... Tous ces secteurs sont à réinventer à travers le double prisme du digital et de la préservation de l'environnement et de la biodiversité.

Le groupe Caisse des Dépôts a identifié quatre axes d'intervention dans la relance de l'économie : le soutien du secteur du logement, le soutien aux entreprises, la cohésion sociale et la santé, et la TEE (transition écologique et énergétique).

Différents engagements ont déjà été pris ; nous allons, à titre d'exemple, construire 40 000 logements dans les territoires les plus fragiles. La Banque des Territoires et Bpifrance s'associent, par ailleurs, pour le « tourisme de demain » avec un Plan tourisme et une enveloppe de 3,6 Md€. Nous allons accélérer dans les territoires le programme « Action cœur de ville » afin de soutenir notamment les commerces et nous mobilisons 1 Md€ pour le secteur hospitalier. Autre type de leviers, des

fonds d'investissement Nov déployés aux côtés d'assureurs, et destinés à financer en capital et en prêts les secteurs des petites entreprises, de la santé et du tourisme. Enfin, nous allons intensifier nos actions en faveur de la TEE, en finançant davantage de projets « verts » : bornes de recharge électrique, rénovation énergétique des bâtiments... et en participant à des initiatives de place en faveur de la « finance verte ».

La Caisse des Dépôts est née d'une crise il y a plus de 200 ans, elle a accompagné le pays depuis, dans toutes ses transformations. Notre ADN lié à l'intérêt général, la robustesse de notre modèle financier, notre positionnement d'investisseur de long terme, notre capital confiance, notre engagement pour le développement durable et les 10 principes du Pacte mondial des Nations unies, auquel je réaffirme mon soutien, et notre capacité à fédérer et rassembler à nos côtés d'autres acteurs et investisseurs seront des atouts clés pour contribuer à la relance du pays et agir dans tous les territoires en faveur d'une société plus durable et plus inclusive.



Retrouvez l'interview vidéo d'Éric Lombard sur <https://www.caissedesdepots.fr/rapport-annuel-2019>

SOPHIE ERRANTE
Présidente de la Commission de surveillance
Députée de Loire-Atlantique



« 2019 A VU LA VALIDATION DE L'AGRANDISSEMENT SPECTACULAIRE DU GROUPE CAISSE DES DÉPÔTS AVEC L'ENTRÉE DE LA POSTE EN SON SEIN. »

SOPHIE ERRANTE

Quelle est votre vision de l'activité de la Caisse des Dépôts en 2019 ?

Quand je pense à l'action de la Caisse des Dépôts et de ses collaborateurs tout au long de l'année 2019 et depuis le début de la crise du Covid-19 que nous connaissons actuellement, un seul mot me vient : fierté. Fierté de toutes ces femmes et de tous ces hommes qui s'engagent au quotidien au service de l'intérêt général. Fierté de notre action collective au service de notre pays et de ses territoires. Fierté de contribuer à la stabilité de notre économie et au développement et à l'innovation des entreprises françaises. La Caisse des Dépôts a connu de nombreuses transformations ces dernières années et la Commission de surveillance également. Après avoir mené une véritable transformation de son fonctionnement depuis mon arrivée, dans le cadre du renforcement de la gouvernance avec la loi « Pacte », j'ai eu le plaisir de voir un large renouvellement de sa composition et d'accueillir mes nouveaux collègues dans la mission passionnante qui est la nôtre. Je veux une nouvelle fois remercier mes anciens collègues qui ont accompagné ces changements et ont largement contribué à l'amélioration de la gouvernance.

Pouvez-vous nous parler du grand pôle public financier annoncé en août 2018 et qui a vu le jour récemment ?

2019 a vu la validation de l'agrandissement spectaculaire du groupe Caisse des Dépôts avec l'entrée de La Poste en son sein. Au début de l'année 2020, la Caisse des Dépôts est montée au capital de La Poste à 66 % et est ainsi né le grand pôle public financier. Ce pôle financier, qui aura un bilan de plus de 1 200 Md€, est le plus grand pôle public financier au monde et regroupe la Caisse des Dépôts (dont la Banque des Territoires qui accompagne les bailleurs sociaux et les collectivités), La Poste avec La Banque Postale et CNP Assurances, SFIL (qui est un outil de refinancement des prêts de long terme aux collectivités et d'assurance-export aux entreprises) et Bpifrance. Cet outil majeur aura la capacité de mieux coordonner l'action de chaque partie et ainsi de diriger les flux de financement de manière encore plus efficace. C'est essentiel dans la période que nous vivons actuellement.

En parlant de la période actuelle, vous avez dit votre fierté à l'égard de l'action des collaborateurs dans la crise sanitaire. Quel est votre sentiment sur l'action de la Caisse des Dépôts au cours de cette crise ?

Cette crise a été un choc pour tout le monde. Mais la Caisse des Dépôts a su s'adapter, comme toujours, à ces nouvelles conditions de travail pour poursuivre l'accompagnement au plus près du terrain et des acteurs, qu'ils soient publics (collectivités, EPL) ou privés (entreprises, associations, professions juridiques). Nous-mêmes, commissaires surveillants, avons rempli nos missions, y compris au plus fort de la crise, grâce à la dématérialisation qui a d'ailleurs largement concerné tous les collaborateurs de cette belle maison. L'action de la Caisse des Dépôts n'a pas seulement été une réponse, essentielle, à l'urgence de la situation, mais elle s'est pleinement inscrite dans l'action des pouvoirs publics, en soutien de l'État et pour aider les acteurs de notre pays à sortir de la crise et à impulser une relance durable.

Un Groupe et 5 métiers



3 métiers
au service
de l'intérêt
général

LA BANQUE DES TERRITOIRES/

Conseille, finance, opère auprès des collectivités locales, des organismes de logement social, des entreprises publiques locales et des professions juridiques.

BPIFRANCE/

Accompagne les entreprises avec des solutions de financement, de l'amorçage jusqu'à la cotation en Bourse, du crédit aux fonds propres.

RETRAITES ET SOLIDARITÉ/

Gère sous mandats les retraites des fonctions publiques, les pensions de solidarité ainsi que le nouveau Compte personnel de formation des Français.



2 métiers
contributeurs

GESTIONS D'ACTIFS/

Gère les actifs financiers, obligations et actions principalement, de la Caisse des Dépôts. GDA est un investisseur institutionnel de référence, orienté vers le long terme.

GESTION DES PARTICIPATIONS STRATÉGIQUES/

Les dividendes des participations stratégiques (Transdev Group, Egis, Icade, CNP Assurances, Compagnie des Alpes, RTE...) viennent soutenir le financement des missions d'intérêt général de la Caisse des Dépôts.

Chiffres clés

125 400

collaborateurs dans le monde,
dont

7 000

en France au sein
de l'Établissement public.

Une implantation dans

65

pays par le biais des filiales
et des participations stratégiques.

35

implantations en France
pour la Banque des Territoires.

Un modèle de gouvernance unique

Le groupe Caisse des Dépôts comprend l'Établissement public et ses filiales et participations stratégiques. Son modèle unique de gouvernance matérialise la surveillance opérée par le Parlement.

La Caisse des Dépôts est un établissement financier public bénéficiant d'un statut particulier qui la place, depuis sa création en 1816, « de la manière la plus spéciale, sous la surveillance et la garantie de l'autorité législative ». Le Parlement en exerce ainsi le contrôle tout en garantissant son autonomie, par l'intermédiaire de la Commission de surveillance.

Une Commission de surveillance indépendante

La Commission de surveillance veille à la bonne gestion du Groupe et à la mise en œuvre de ses missions d'intérêt général. Avec la loi Pacte de 2019, son rôle a encore été renforcé : elle adopte désormais le budget

de l'Établissement public et délibère sur les orientations stratégiques et l'appétence aux risques du Groupe. La loi Pacte a également modifié sa composition, qui est passée au premier trimestre 2020 de 13 à 16 membres, dont 15 sont indépendants et 2 représentent les collaborateurs. En outre, chaque sexe doit à minima représenter 40 % des commissaires surveillants.

La Commission de surveillance est placée sous l'autorité de sa présidente, qui rend compte au Parlement, au moins une fois par an, des travaux réalisés en son sein au travers d'un rapport spécifique. Ses compétences sont fixées par le Code monétaire et financier. Un règlement intérieur, mis à jour

en novembre 2019, en précise les règles de fonctionnement, notamment le rôle des cinq comités spécialisés visant à renforcer sa capacité de surveillance :

- le comité d'audit et des risques (depuis 2003);
- le comité du Fonds d'épargne (depuis 2003);
- le comité des investissements (depuis 2008);
- le comité des nominations et des rémunérations (depuis 2019);
- le comité stratégique (depuis 2019).

Ce règlement précise également les relations avec le directeur général.

Un directeur général autonome

Le directeur général de la Caisse des Dépôts est nommé par décret du président de la République après audition devant les commissions des finances du Parlement. Nommé pour cinq ans, il dispose de pouvoirs de gestion étendus et d'une grande autonomie vis-à-vis de l'exécutif, qui ne peut le relever de ses fonctions qu'après avis de la Commission de surveillance. Il est personnellement responsable de la gestion des fonds confiés à la Caisse des Dépôts.

► Pour plus d'informations, consulter :
 – le chapitre associé du supplément RSE;
 – le rapport au Parlement 2019;
 – la page « Gouvernance » du site Internet.

4 dispositifs de contrôle interne et externe

- Surveillance de la Commission de surveillance
- Dispositif de contrôle interne
- Supervision prudentielle de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR)
- Contrôle de la Cour des comptes

4 dispositifs d'encadrement et de transparence des rémunérations

- Plafonnement de la rémunération du directeur général par décret
- Plafonnement volontaire de celles des membres du comité de direction du Groupe
- Encadrement des indemnités versées aux commissaires surveillants
- Publication annuelle des rémunérations des dirigeants du Groupe

Comité exécutif



Le comité exécutif, présidé par le directeur général de la Caisse des Dépôts, est le principal organe de pilotage du groupe Caisse des Dépôts. Sa composition reflète les cinq métiers qui constituent le cœur des activités du Groupe : le soutien aux projets des territoires; le financement des entreprises via sa filiale commune avec l'État : Bpifrance; les métiers des retraites et de la formation professionnelle; les Gestions d'actifs; le suivi des filiales et participations. Il suit les performances opérationnelles de la Caisse des Dépôts et veille à la bonne adéquation de son offre aux besoins de ses clients, partenaires et usagers.

A ÉRIC LOMBARD
 Directeur général de la Caisse des Dépôts

B OLIVIER SICHEL
 Directeur général adjoint de la Caisse des Dépôts et Directeur de la Banque des Territoires

C CATHERINE MAYENOBE
 Secrétaire générale du groupe Caisse des Dépôts

D NICOLAS DUFOURCQ
 Directeur général de Bpifrance

E OLIVIER MAREUSE
 Directeur des Gestions d'actifs et des fonds d'épargne

F MICHEL YAHIEL
 Directeur des retraites et de la solidarité

G VIRGINIE CHAPRON-DU JEU
 Directrice des finances du groupe Caisse des Dépôts

H PIERRE CHEVALIER
 Directeur juridique et fiscal du groupe Caisse des Dépôts

I PAUL PENY
 Directeur des ressources humaines du groupe Caisse des Dépôts

J SOPHIE QUATREHOMME
 Directrice de la communication du groupe Caisse des Dépôts

K NATHALIE TUBIANA
 Directrice des risques du groupe Caisse des Dépôts

Un modèle pour faire grandir la France

Le modèle du groupe Caisse des Dépôts est unique. Dépositaire et gestionnaire de confiance de mandats publics confiés par la loi ou par l'État depuis plus de 200 ans, l'Établissement public s'est développé pour mobiliser une partie de ces fonds dans des financements de projets au service de l'intérêt général et du développement économique du pays.



Nos missions au service de l'intérêt général

La Caisse des Dépôts a pour principale mission d'agir sur tous les territoires pour la cohésion sociale et le développement durable en contribuant aux objectifs de développement durable des Nations unies (ODD). Elle intervient selon cinq axes : le soutien au secteur du logement, le développement des territoires, l'accompagnement des parcours de vie des Français, le financement des entreprises et la transition écologique.

BÉNÉFICES
pour les Français⁽¹⁾, les territoires, le climat et les entreprises

1 million
de locaux supplémentaires raccordés au Très haut débit, financés par la Banque des Territoires

2,7 millions
de foyers : besoins couverts par les 7 300 MW d'énergies renouvelables financées par la Banque des Territoires

Près de 100 000
logements sociaux et intermédiaires financés, construits ou acquis

512 000
logements gérés par CDC Habitat

100 %
des encours investis sous intégration ESG, (chiffre Groupe incluant les filiales financières)

20 Md€
de financements en faveur de la TEE sur 2018-2020 (BDT, Bpifrance et GDA)⁽²⁾

Plus de **500 000**
formations CPF financées

1/5 retraité géré par DRS

80 000
TPE, PME et ETI soutenues financièrement,

dont **27 000**
créations d'entreprise



NOS MISSIONS



Agir sur tous les territoires pour la cohésion sociale et le développement durable et contribuer aux objectifs de développement durable, notamment :



NOS RESSOURCES

Humaines
125 400 collaborateurs dont 7 000 au sein de l'Établissement public
5 entités dédiées à la recherche et aux études : Institut CDC pour la recherche, Novethic, IACE, CDC Biodiversité et le mécénat du Groupe

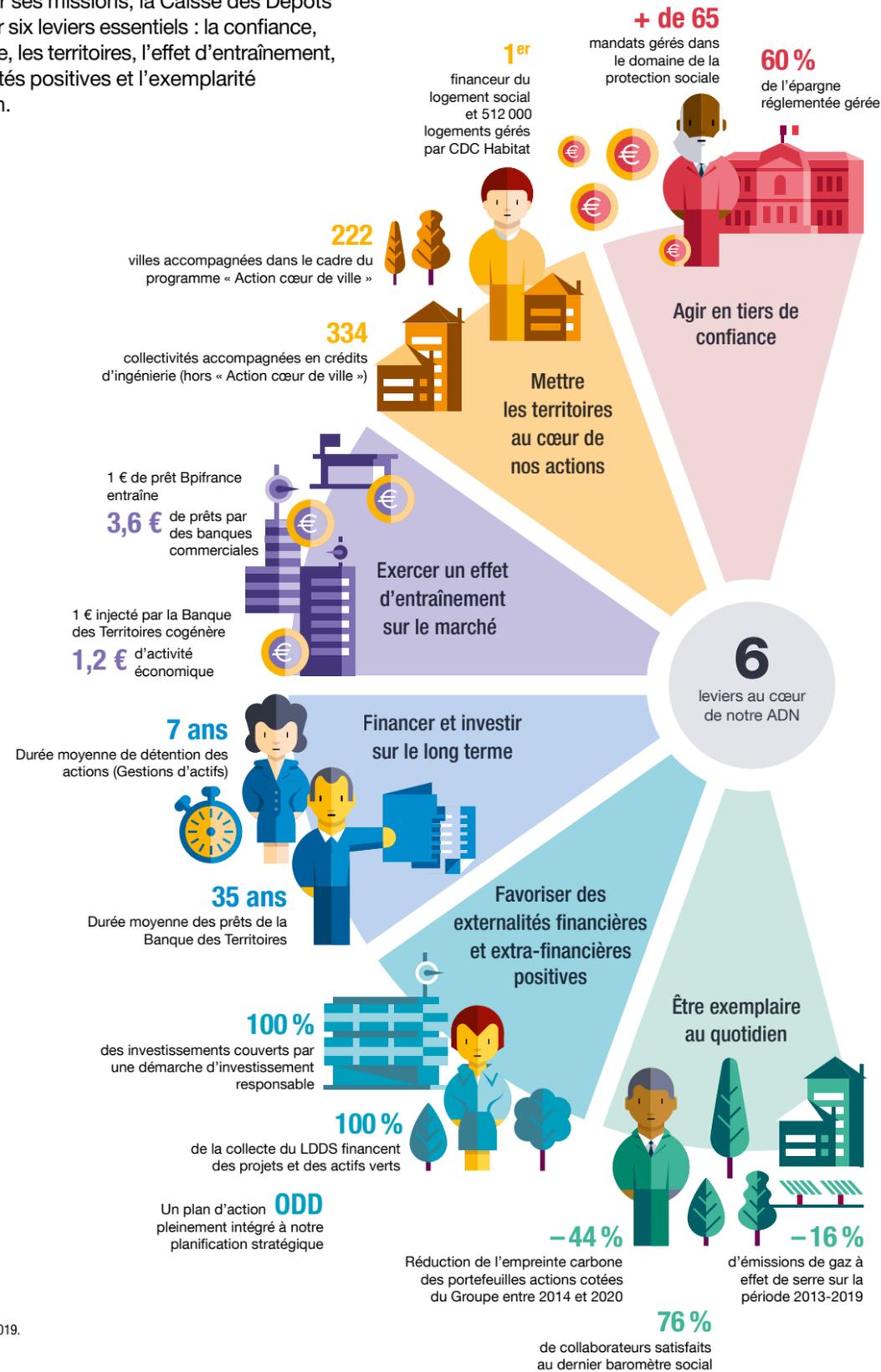
Immatérielles
Un capital confiance : **+ de 200 ans d'engagement** au service de l'intérêt général
Une proximité : **35 implantations nationales** (Banque des Territoires)
Des relations institutionnelles nationales et internationales fortes et **un dialogue continu** avec nos parties prenantes

Financières
54 Md€ Fonds propres
459 Md€ Total bilan agrégé

(1) Le terme « Français » est utilisé de manière générique pour désigner les ménages bénéficiaires des interventions de la Caisse des Dépôts.
(2) Périmètre : Banque des Territoires, Bpifrance et Gestions d'actifs.

Nos 6 leviers créateurs de valeur

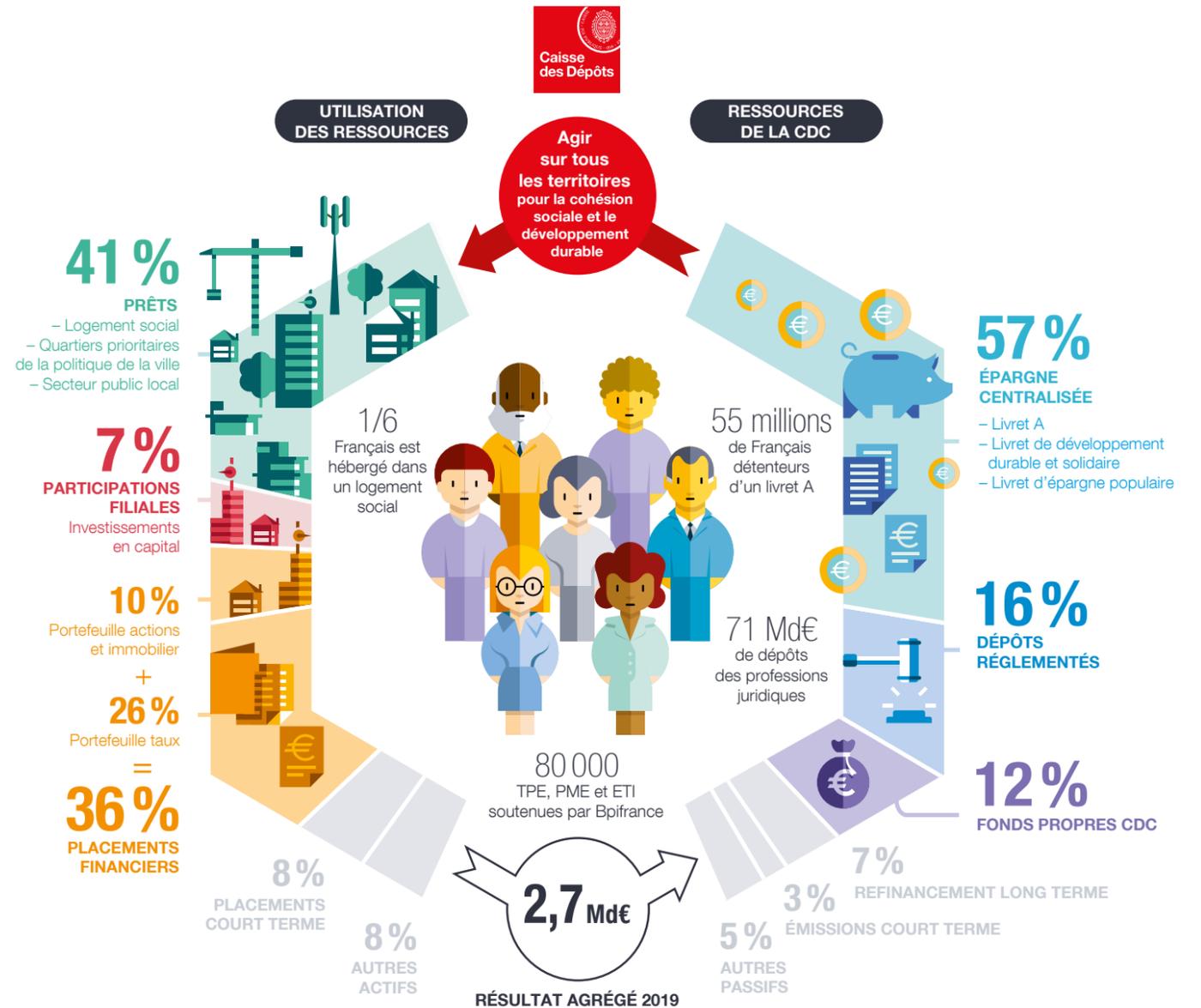
Pour réaliser ses missions, la Caisse des Dépôts s'appuie sur six leviers essentiels : la confiance, le long terme, les territoires, l'effet d'entraînement, les externalités positives et l'exemplarité au quotidien.



Chiffres et études 2019.

Un modèle économique unique

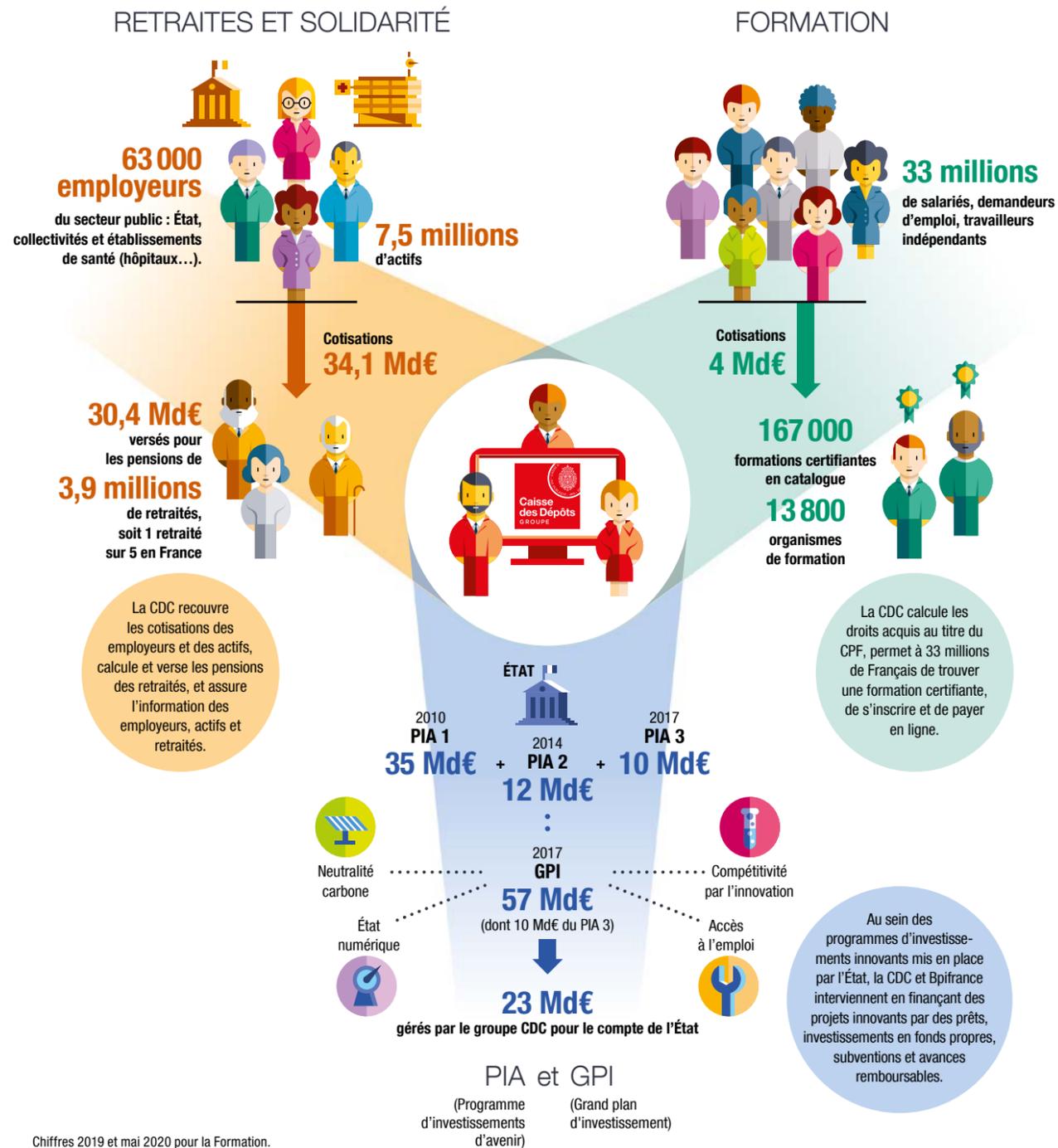
La Caisse des Dépôts utilise une partie des dépôts qui lui sont confiés, l'épargne réglementée et les fonds des professions juridiques, pour financer des projets d'intérêt général par des prêts et des investissements en capital. Une partie de ces ressources est aussi investie dans des actifs financiers afin d'assurer la liquidité et la rémunération des fonds confiés tout en participant au financement de l'économie. Les actifs financiers et les participations stratégiques contribuent également par leurs résultats au financement des missions d'intérêt général.



Chiffres 2019.

Nos mandats spécifiques

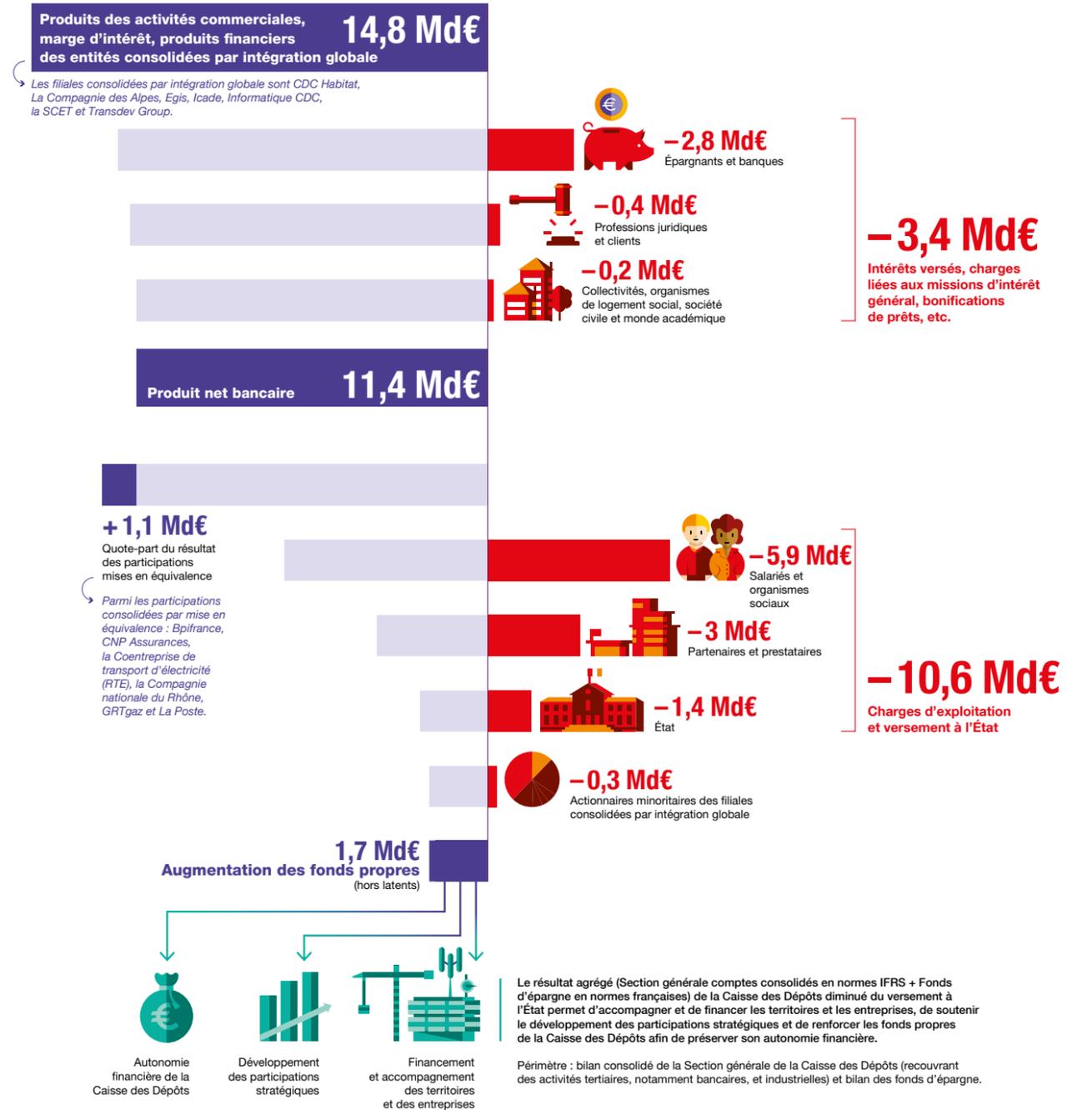
La Caisse des Dépôts intervient également au travers de mandats spécifiques réalisés pour le compte de tiers, de l'État et des autorités de tutelle. Ces mandats stratégiques, qui n'apparaissent pas dans son bilan financier, concernent les retraites, la solidarité, la formation professionnelle ainsi que le Programme d'investissements d'avenir (PIA) et le Grand plan d'investissement (GPI).



Chiffres 2019 et mai 2020 pour la Formation.

La valeur économique créée pour nos parties prenantes

La Caisse des Dépôts crée de la valeur économique pour ses parties prenantes : rémunération des banques collectrices de l'épargne, des épargnants (2,8 milliards d'euros) et des clients (dépôts rémunérés, prêts bonifiés...), et, à partir du produit net bancaire, elle reverse aux collaborateurs, aux partenaires et prestataires, à l'État plus de 10 milliards d'euros.



Chiffres 2019.

« L'année 2019 aura été caractérisée par une poursuite du cycle de croissance économique, toujours sans tensions inflationnistes, avec de nombreuses créations d'emploi. »



Yann Tampereau,
chef économiste – groupe Caisse des Dépôts

L'année 2019 aura été caractérisée par une poursuite du cycle de croissance économique, toujours sans tensions inflationnistes, avec de nombreuses créations d'emplois. En effet, alors que le PIB a progressé de 1,5 % en 2019, l'inflation est restée contenue : sur un an, elle est passée de 1,6 % en décembre 2018 à 1,5 % en décembre 2019. Sur le marché du travail, la croissance économique s'est matérialisée par 287 500 créations d'emplois, soit une progression annuelle de 1,1 %.

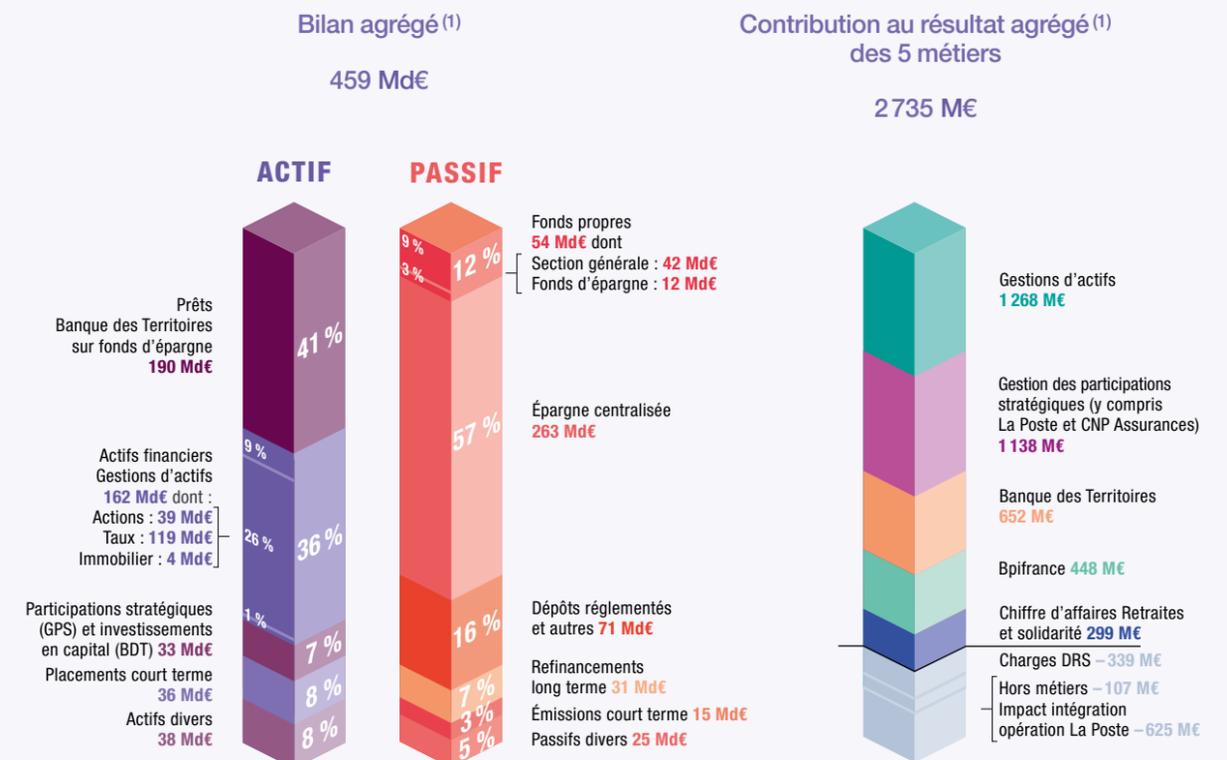
Sur le plan monétaire et financier, le contexte a été marqué par une volte-face généralisée des banques centrales courant 2019, au profit de politiques monétaires davantage accommodantes. Le contexte peu inflationniste le permet et un stimulus monétaire était le bienvenu pour permettre un cycle des affaires aussi long que possible alors que celui-ci était menacé par la multiplication des incertitudes (Brexit, conflits sur les droits de douane, tensions géopolitiques...). La liquidité moins chère et plus généreuse a pour conséquence de renchérir le prix de tous les actifs. La BCE a procédé à une baisse de son taux de dépôt de 10 points de base (à -0,5 %) et le taux Eonia s'établissait fin 2019 bien en deçà de son niveau de fin 2018 (-0,45 % vs 0,36 %). Le taux OAT 10 ans finit l'année à +0,12 %, en baisse de 59 points de base par rapport à la fin 2018. Les investisseurs, à la recherche de

rendements face à des taux obligataires sans risque devenus trop bas, se sont tournés vers les marchés plus risqués, offrant un meilleur rendement. Le CAC 40 a varié de + 26,37 % en 2019.

L'année 2020 est marquée par la crise sanitaire du Covid-19 qui bouleverse sensiblement le contexte économique et financier.

De très nombreuses économies sont confrontées à un choc d'offre et de demande qui va engendrer des récessions marquées et de sensibles destructions d'emplois. Durant le confinement qui, en France, a duré environ deux mois, l'économie a été amputée d'environ un tiers de ses capacités productives. Toutefois, les mesures mises en place par les autorités de politique monétaire (ex : BCE, mise en place d'un programme d'achat d'actifs) et budgétaire (report des charges, aides ciblées, dispositif des prêts garantis par l'État, recours facilité au chômage partiel) vont limiter grandement les conséquences négatives. Elles permettent d'envisager une reprise économique vigoureuse, dans un contexte financier apaisé par de nouveaux assouplissements monétaires généralisés.

Données clés 2019



(1) Section générale (comptes consolidés en normes IFRS) + Fonds d'épargne (en normes françaises).

Indicateurs financiers

54 Md€

Fonds propres agrégés (1) (dont 12 Md€ de fonds propres sociaux pour le Fonds d'épargne et 42 Md€ de fonds propres consolidés Caisse des Dépôts)

2,7 Md€

Résultat agrégé (1) (dont 0,7 Md€ de résultat courant pour le Fonds d'épargne et 2 Md€ de résultat net part du groupe Caisse des Dépôts)

1,4 Md€

Contribution au budget de l'État (dont 1 069 M€ de versement au titre du résultat consolidé Groupe et 368 M€ de contribution représentative de l'impôt sur les sociétés Caisse des Dépôts)

Notation financière

AA/Aa2/AA

Identique à celle de l'État français

Notation extra-financière

70/100

Vigeo Eiris
2nd de son secteur en 2019

C

ISS ESG (ex-ISS Oekom)
Parmi les leaders sectoriels en 2019 (statut « prime »)

A+

UN PRI
Performance maximale sur le volet « Stratégie et gouvernance » en 2019

Top 7 %

AODP
Parmi les investisseurs les plus avancés dans la prise en compte des risques climatiques dans la politique d'investissement en 2017

An aerial photograph of a town, likely in France, featuring a river, a railway line, and a mix of residential and commercial buildings. The scene is captured from a high angle, showing the layout of the town and the surrounding greenery.

Nos actions pour faire grandir la France

Du Plan logement 2 de la Banque des Territoires ou DeepTech de Bpifrance au lancement de « Mon compte formation », à la signature de l'alliance *Net-Zero Asset Owner*, et jusqu'au rapprochement stratégique réalisé avec le Groupe La Poste, l'année 2019 restera placée sous le signe de l'action pour un Groupe renforcé prêt à relever les immenses défis à venir.

Sommaire

La Banque des Territoires	—18
Bpifrance	—22
Direction des retraites et de la solidarité	—26
Gestion des participations stratégiques	—30
Gestions d'actifs	—34



La Banque des Territoires

La Banque des Territoires accompagne les acteurs publics en proposant des solutions adaptées aux enjeux locaux : conseil, prêts et investissements en capital. Elle s'adresse aux collectivités, organismes de logement social, entreprises publiques locales, professions juridiques, entreprises et acteurs financiers avec l'ambition d'agir pour des territoires plus inclusifs, plus durables, plus attractifs et plus connectés.

2019 : une année d'intense activité

2019 est marquée par le déploiement de plans logement massifs (1 et 2), la montée en puissance du programme « Action cœur de ville » avec 1 000 projets signés, 77 millions d'euros investis, 81 millions d'euros de prêts et 13 millions d'euros de crédits d'ingénierie et le lancement de trois prêts au secteur public local : Aqua Prêt, Mobi Prêt et Édu Prêt. Les engagements en fonds propres de la Banque des Territoires doublent à 1,4 milliard d'euros et les prêts signés pour le logement social, la politique de la ville et le secteur public local progressent de 3 % à 13,2 milliards d'euros.

13,2 Md€
DE PRÊTS

1,4 Md€
D'INVESTISSEMENTS
EN CAPITAL ENGAGÉS

512 000
LOGEMENTS GÉRÉS
PAR CDC HABITAT

Un acteur fortement mobilisé en 2020

Face à la crise sanitaire du Covid-19, la Banque des Territoires s'est mobilisée dès le 26 mars 2020 en déployant un plan d'urgence pour ses clients. Des mesures exceptionnelles pour répondre aux besoins de trésorerie des professions juridiques (report d'échéances de prêts sur 6 mois, autorisation de découvert...) et des entreprises (avances en compte courant, mesures pour les secteurs immobilier et tourisme, ESS et innovation). Elle a également participé aux côtés de plusieurs régions et des départements au lancement des fonds « Covid Résistance », dédiés aux structures de moins de 10 salariés pour couvrir leurs besoins de trésorerie dans la limite de 10 000 euros.

Suivre l'actualité sur : <https://www.banquedesterritoires.fr/covid-19>

L'après-Covid-19

La Banque des Territoires accompagne la relance en sortie de crise sur le moyen et long terme selon cinq grands axes : le soutien financier du secteur de l'habitat (construction de 40 000 logements, titres participatifs), le soutien du secteur de la santé et du médico-social (modernisation et réhabilitation des équipements, constructions neuves), l'accélération de la transition écologique et énergétique des territoires (rénovation énergétique des bâtiments, déploiement de bornes de recharge électrique...), la restructuration du secteur du tourisme par des apports financiers et la redynamisation des territoires à enjeux (redynamisation du commerce en centre-villes, construction de réseaux haut débit).

« LA BANQUE DES TERRITOIRES MOBILISE TOUTES SES COMPÉTENCES ET TOUTES SES EXPERTISES AFIN DE SOUTENIR LA RELANCE DU PAYS, EN ÉTROITE COLLABORATION AVEC LA BANQUE POSTALE ET BPIFRANCE. »

Olivier Sichel.
Directeur général adjoint de la Caisse des Dépôts et Directeur de la Banque des Territoires



FRANCE 10 Md€

PLAN LOGEMENT 2

Ce plan d'aides massif de 10 milliards d'euros déployé en avril 2019 complète le Plan logement 1 du même montant, lancé en 2018. Ces plans portant sur 2018/2022 ont pour objectifs de renforcer les quasi-fonds propres et de soutenir les investissements des bailleurs sociaux. Le Plan logement 2 intègre un levier innovant, 800 millions d'euros de titres participatifs émis par les bailleurs et souscrits par la Caisse des Dépôts ainsi que de nouvelles enveloppes de prêts : 4 milliards d'euros à taux fixe, 4 milliards d'euros de prêts fonciers d'une durée de 80 ans et un 1 milliard d'euros de plus d'Éco Prêts.

<https://www.banquedesterritoires.fr/la-banque-des-territoires-detaille-son-plan-logement-2>



ANGOULÊME

1 000^e projet du programme « Action cœur de ville »

La Banque des Territoires accompagne les 222 villes moyennes du programme en conseil et financement, de l'idée à la concrétisation des projets en faveur de la revitalisation des centres-villes : habitat, développement économique, mobilité, urbanisme... La ville d'Angoulême, très impliquée dans l'impulsion de son activité économique, a créé une société de projet, la SAS Immobilière Charente, afin d'attirer commerces et entreprises en centre-ville, grâce à une meilleure maîtrise de l'immobilier. Cette société a bénéficié d'un accompagnement de la Banque des Territoires de 7,8 millions d'euros en ingénierie territoriale, investissement et prêt.



<https://www.caissedesdepots.fr/actualites/1-000e-engagement-action-coeur-de-ville-pour-la-bdt>



GROIX ET BELLE-ÎLE

Trois éoliennes flottantes pour accélérer la transition énergétique

La ferme pilote, composée de trois éoliennes de 9,5 MW installées sur des flotteurs au large de Groix et de Belle-Île, sera mise en service fin 2022 pour une durée de vingt ans. En investissant au capital de deux des quatre fermes pilotes d'éoliennes offshore flottantes en France (Bretagne et golfe du Lion) et de deux fermes commerciales d'éolien offshore posé (Dieppe-Le Tréport et îles d'Yeu et de Noirmoutier), la Banque des Territoires accompagne la transition énergétique et participe à la structuration d'une filière industrielle française des énergies marines performante et compétitive.

<https://www.banquedesterritoires.fr/les-eoliennes-flottantes-de-groix-et-belle-ile>



GRAND PARIS

1^{er} Aqua Prêt signé pour la prévention des inondations

La Métropole du Grand Paris, dont une partie du périmètre est classée à risque important d'inondation, a signé en novembre 2019 le premier Aqua Prêt Gemapi (Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations). Ce prêt de 54 millions d'euros, d'une durée de 60 ans, participe à un programme global d'investissements et permet à la métropole d'engager rapidement des travaux sur différents projets à Paris, en Seine-Saint-Denis, dans le Val-de-Marne et dans les Hauts-de-Seine, ainsi que dans sept communes du Val-d'Oise et de l'Essonne.

<https://www.caissedesdepots.fr/actualites/le-1er-aqua-pret-gemapi-de-france-pour-la-metropole-du-grand-paris>



SAINT-MAURICE-LA-SOUTERRAINE

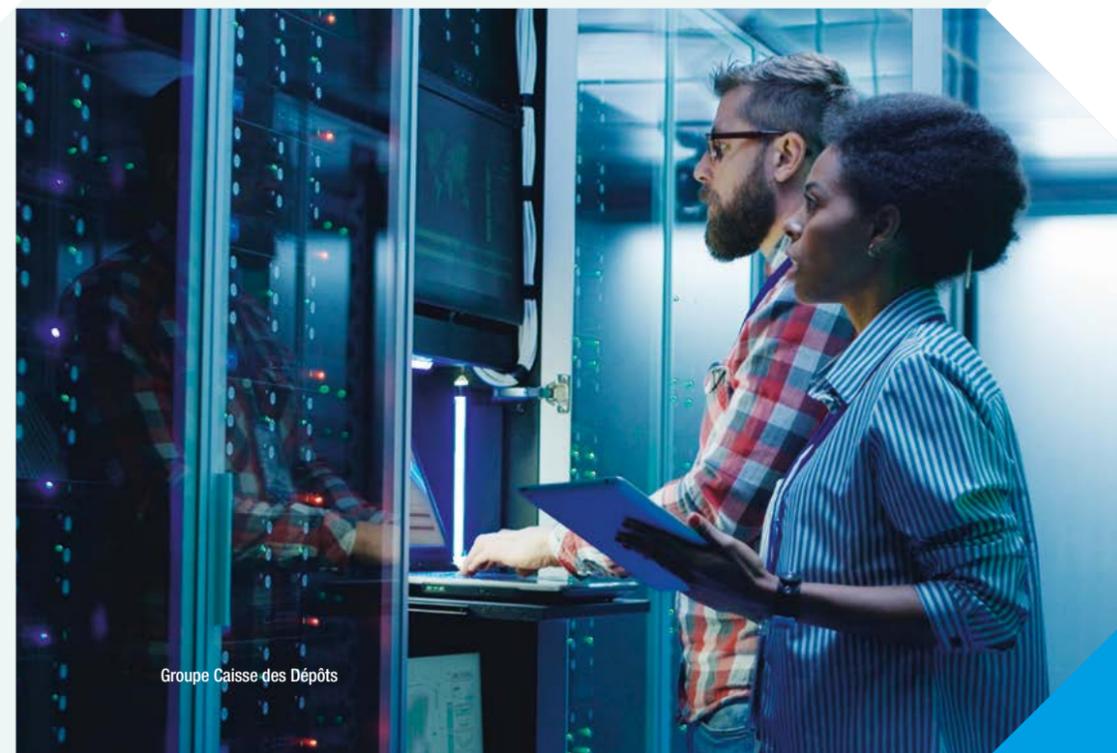
Un data center de dernière génération

Ce data center de proximité de dernière génération, labellisé Tier 4, inauguré en septembre 2019, est le premier en France. Il garantit les meilleures conditions de protection des stocks de données informatisées ainsi qu'une performance énergétique accrue. Ce lieu d'hébergement (650 m²), implanté dans la Creuse à Saint-Maurice-la-Souterraine, est accessible à tout type de clients – acteurs publics et entreprises privées – souhaitant louer un espace pour y héberger équipements et applications informatiques.



« En étant co-investisseur dans ce projet, la Banque des Territoires répond à un double enjeu : permettre à nos territoires d'être plus connectés et attractifs. »

Annabelle Viollet.
Directrice régionale adjointe Nouvelle-Aquitaine de la Banque des Territoires





Bpifrance

Bpifrance est une banque publique d'investissement détenue à parité par la Caisse des Dépôts et l'État. Elle finance les entreprises, à chaque étape de leur développement, en crédit, garantie et fonds propres, et pour les start-up, PME et ETI, elle développe une offre de conseil, de formation, de mise en réseau et un programme d'accélération.

En 2019 : un haut niveau d'activité et d'accompagnement

Avec 19,1 milliards d'euros de financements de moyen, long et court terme, 2019 a été une année très dynamique au service du financement de l'investissement et de la croissance des PME et ETI. 2,5 milliards d'euros ont aussi été mobilisés en fonds propres dans des entreprises et des fonds, Bpifrance ayant procédé à 1,6 milliard d'euros de cessions. L'année se caractérise en outre par le déploiement de l'Accélérateur, programme phare de l'accompagnement, avec près de 800 nouveaux dirigeants engagés.

19,1 Md€

DE FINANCEMENTS DES ENTREPRISES EN 2019

80 000

TPE, PME ET ETI SOUTENUES FINANCIÈREMENT, DONT 27 000 ENTREPRISES CRÉÉES

x3

ACTIVITÉ D'ACCÉLÉRATION (MISE EN RÉSEAU, CONSEIL ET FORMATION)

2020 : plus que jamais proche des entrepreneurs

Bpifrance se positionne, au-delà du financement et de l'investissement, dans l'accompagnement des PME et ETI : mise en réseau, conseil et formation. Ancrée dans les territoires et partenaire de 18 régions françaises, elle se mobilise particulièrement au service de l'innovation et de la Deeptech.

En 2020, face au Covid-19, Bpifrance réagit dès le 10 mars en mettant en place un accès spécifique et des mesures exceptionnelles de soutien aux entreprises. Elle propose l'octroi et la prolongation de garanties sur des prêts de trésorerie et des réaménagements de crédits classiques accordés par les banques privées, et dès le 24 mars, suspend automatiquement et sur 6 mois les échéances en capital et intérêts de la majorité de ses financements accordés.

Bpifrance est aussi associée, avec l'ensemble des banques membres de la Fédération bancaire française, au dispositif inédit permettant à l'État de garantir 300 milliards d'euros de prêts.



Et des apports directs de cash

La banque publique propose en outre des crédits de trésorerie représentant 30% des volumes de factures mobilisées. Pour les TPE, PME et ETI, Bpifrance accorde des prêts sans garantie : le prêt Rebond, aux côtés des régions, de 10 à 300 000 €, bonifié sur 7 ans avec 2 ans de différé et le prêt Atout, jusqu'à 5 M€ pour les PME, et jusqu'à 15 millions d'euros pour les ETI, octroyé sur 3 à 5 ans avec différé d'amortissement.

« TOUTES LES ÉQUIPES SONT MOBILISÉES, À TRAVERS NOS CINQUANTE IMPLANTATIONS RÉGIONALES, POUR SOUTENIR LES TPE ET PME DANS LA CRISE QU'ELLES TRAVERSENT À CAUSE DU CORONAVIRUS. LE DISPOSITIF ÉPROUVÉ DE LA GARANTIE EST UNE RÉPONSE D'IMPACT MASSIF, QUI POURRA LES AIDER À PASSER CE CAP DIFFICILE. »

Nicolas Dufourcq, Directeur général de Bpifrance

FRANCE

2,2 Md€

DE FINANCEMENTS POUR L'INNOVATION

L'engagement de Bpifrance dans l'innovation se traduit par des financements, de l'investissement direct et dans des fonds de fonds innovation. En 2019, les financements ont progressé de 8% à 1268 millions d'euros, les investissements directs sont stables à 322 millions d'euros et les investissements indirects ont augmenté à 593 millions d'euros, se renforçant notamment dans les fonds Deeptech.



LAVAL

French Fab Tour : une envie d'industrie

Organisé par Bpifrance, le collectif French Fab est allé à la rencontre des Français lors d'une tournée, le French Fab Tour, afin de promouvoir l'industrie et de susciter des vocations : 60 étapes, 600 000 visiteurs, 30 000 étudiants et 10 000 offres d'emploi proposées. Le coup d'envoi de la tournée a été donné en janvier 2019 à Laval.





ARLES

Bpifrance Création & Entrepreneuriat pour tous : susciter la création d'entreprises

Avec Bpifrance Création, lancée le 1^{er} janvier 2019, 30 réseaux d'accompagnement soutenus sur plus de 1 800 implantations et le concours de 30 000 bénévoles, Bpifrance informe, accompagne et finance les créateurs d'entreprises partout sur le territoire. En 2019, 40 millions d'euros ont été mobilisés, aux côtés de partenaires régionaux, en dotation de prêts d'honneur et subventions. Le programme Entrepreneuriat pour tous quant à lui, lancé en 2019, vise le développement de l'entrepreneuriat dans les Quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV). Une tournée organisée de 40 étapes, avec un premier arrêt à Arles, a touché 185 QPV et plus de 15 000 personnes.



FRANCE

Les Accélérateurs, pilier de l'accompagnement

À l'origine de l'accompagnement des PME et ETI développé par Bpifrance, un triple constat : l'isolement des dirigeants, le faible recours au conseil et des formations peu adaptées. Lancés en 2015, les programmes Accélérateurs combinent mise en réseau, conseil et formation dans un programme intensif d'un à deux ans. Objectif : révéler le potentiel de croissance des PME et ETI.

En 2019, 756 nouvelles entreprises ont été recrutées, le total d'entreprises accélérées passant à 1 355 et de nouveaux accélérateurs ont été créés en partenariat avec les filières industrielles et les régions.



GRENOBLE

Deeptech : promouvoir l'innovation de rupture

Le plan Deeptech est lancé en 2019 : 2,5 milliards d'euros sur cinq ans pour doubler le nombre de start-up Deeptech et faire de la France un leader de l'innovation Deeptech. Un plan qui intervient lors de différentes étapes de développement des start-up : émergence, accélération et croissance. Un Deeptech Tour, une tournée des campus ayant démarré par le campus de Grenoble, a réuni en dix dates plus de 5 000 participants, 80 % d'entre eux ayant déclaré avoir noué des contacts intéressants.

<https://www.bpifrance.fr/A-la-une/Dossiers/Generation-Deeptech-le-futur-de-l-innovation/Une-infographie-pour-comprendre-la-deeptech-45964>



SAINT-MICHEL DANS L' AISNE

VTE : une passerelle entre PME et jeunes diplômés

Pour les 57 % de PME et ETI pour lesquelles la difficulté de recrutement est un frein à la croissance, comme Les Fonderies de Sougland dans l'Aisne, le Volontariat territorial en entreprise (VTE) mis en place par Bpifrance est une passerelle entre PME et jeunes diplômés. Il a permis une centaine de recrutements en 2019.



Yves Noirot.
Directeur général
Les Fonderies
de Sougland

« Le Volontariat territorial en entreprise me permettra de recruter les talents de demain. »



Direction des retraites et de la solidarité

Opérateur de confiance, la direction des retraites et de la solidarité (DRS) accompagne les parcours de vie des Français, de la retraite à la formation et de l'insertion à la solidarité. Partenaire clé de 63000 employeurs publics, la DRS est aussi un acteur pivot de la formation professionnelle avec « Mon compte formation » et poursuit son développement.

2019 : une année clé

La Caisse des Dépôts s'est préparée à la mise en œuvre du projet de loi créant le régime universel des retraites. Dans cette optique, la DRS a lancé en septembre le Programme employeurs publics qui propose des services modernisés aux 63 000 employeurs publics partenaires. 2019 restera cependant l'année du déploiement, en novembre, de la plateforme « Mon compte formation » qui permet à 33 millions de salariés et de demandeurs d'emploi de trouver une formation certifiante.

De nouvelles missions contribuant à la cohésion sociale

La DRS développe ses expertises dans la conception et la gestion de plateformes. Ayant lancé avec succès l'appli Mon compte formation (site Internet, application mobile et système d'information dédié), elle en assure les évolutions, avec en 2020 les abondements de Pôle emploi et des employeurs. Dans le domaine des retraites, les équipes de la direction des retraites et de la solidarité déploient en 2020 : PEP's, une nouvelle plateforme destinée aux employeurs publics, la demande unique de retraite de réversion ainsi que la déclaration sociale nominative « unique » de la fonction publique pour les employeurs territoriaux et hospitaliers. Enfin, la DRS diversifie ses activités sur de nouvelles politiques sociales par le développement de plateformes comme celle dédiée au handicap.

Retraite, formation et handicap : la DRS maintient la continuité de ses services durant la crise sanitaire

Pour les questions de retraite, les actifs, retraités et employeurs publics ont pu continuer à effectuer leurs démarches ou obtenir des informations personnalisées, 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, à partir de leur espace personnel et des serveurs vocaux. Mon compte formation propose 135200 formations accessibles à distance, en augmentation de 50 % sur cette période, et la campagne de déclaration au FIPHFP a été prolongée jusqu'en juin.

3,9 millions
DE RETRAITÉS, SOIT 1 RETRAITÉ SUR 5
EN FRANCE (2019)

10,5 millions
DE COMPTES PERSONNELS
DE FORMATION ACTIVÉS (MAI 2020)

13839
ORGANISMES DE FORMATION
PROPOSENT PLUS DE
167 000 FORMATIONS (MAI 2020)

Suivre l'actualité sur :
<https://retraitesolidarite.caissedesdepots.fr>



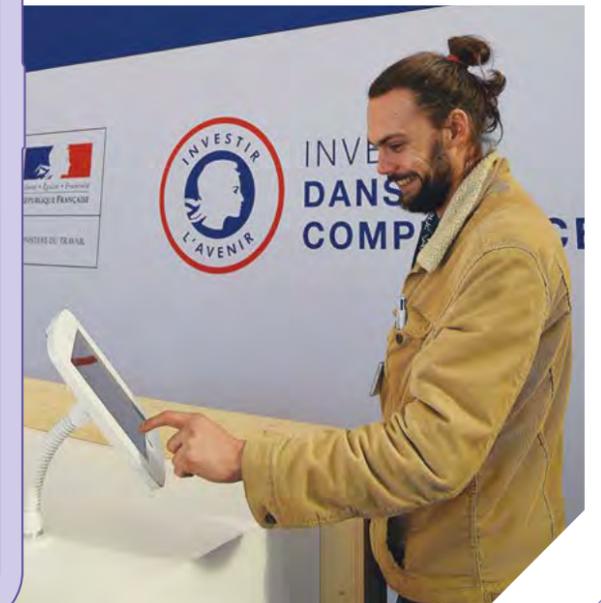
« NOUS ALLONS POURSUIVRE NOTRE POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT, PARTICULIÈREMENT DANS LES SECTEURS DE LA SANTÉ, DU HANDICAP ET DU VIEILLISSEMENT. LA CAISSE DES DÉPÔTS ENTEND AINSI CONTRIBUER À L'ÉLABORATION DE POLITIQUES SOCIALES AMBITIEUSES. »

Michel Yahiel.
Directeur des retraites et de la solidarité



Fabrice Léonard.
Manager IT
chez Cegos

« Le lancement de la plateforme Mon compte formation est emblématique d'un virage culturel : grâce aux nouvelles ressources proposées, chaque actif devient coresponsable de son employabilité. »



FRANCE

1 million

DE TÉLÉCHARGEMENTS POUR MON COMPTE FORMATION

La loi du 5 septembre 2018 a confié à la Caisse des Dépôts le développement du Compte personnel de formation. Mise en ligne en novembre 2019, l'application Mon compte formation permet aux salariés et aux demandeurs d'emploi de trouver la formation certifiante de leur choix, de s'inscrire et de payer de façon autonome. L'application a été téléchargée à fin mars 2020 plus d'un million de fois.



PARIS

Colloque : mieux comprendre l'impact du vieillissement

Un colloque international Retraite et vieillissement a été organisé par la DRS, en novembre 2019, en partenariat avec l'Institut des politiques publiques, l'université de Paris I et avec le soutien de l'Institut CDC pour la recherche. Il a rassemblé, pendant deux jours, 170 chercheurs, chargés d'études et personnalités qualifiées dans le domaine de la retraite et du vieillissement.



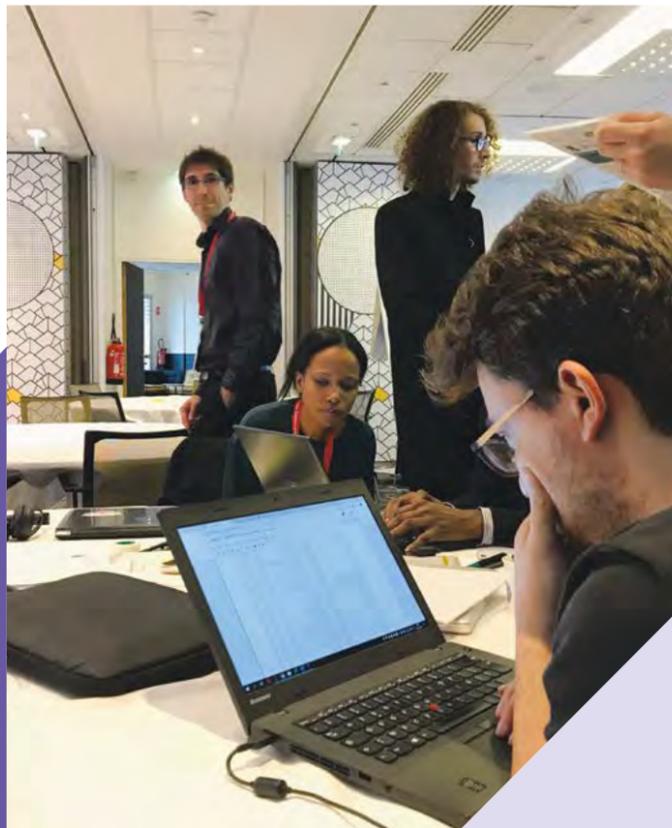
FRANCE

Un marathon pour des services innovants

La DRS a réuni un panel d'employeurs publics en septembre et novembre lors d'un « marathon des idées » afin de faire émerger des services et des procédures simplifiées. Ensuite, lors du hackathon « Make-it-ISI : Imaginons des Services Innovants », une quarantaine d'experts du traitement des données ont conçu des prototypes industrialisables de services numériques sur les thèmes de l'emploi, de la carrière, de la santé et de la sécurité au travail. Une étape de coconstruction essentielle au développement de PEP's, la future plateforme des employeurs publics.



pour



FRANCE

PEP's : la nouvelle plateforme des employeurs publics

La Caisse des Dépôts développe pour ses employeurs publics partenaires (État, collectivités territoriales, établissements de santé...) une nouvelle plateforme. Objectifs : une navigation simplifiée et des procédures modernisées; des services en ligne faisant converger les différents régimes de retraite selon les principes « Dites-le nous une fois » et « Faisons-le une fois » et des services innovants pour mieux accompagner les employeurs dans la gestion de leurs personnels. PEP's est lancée en juin 2020.



FRANCE

Une plateforme dédiée aux personnes handicapées

La secrétaire d'État chargée des Personnes handicapées, Sophie Cluzel, a confié à la Caisse des Dépôts le développement de la plateforme d'information et de services pour les personnes en situation de handicap. Le projet a été retenu le 23 septembre, comme lauréat de l'appel à projets 2019 du Fonds pour la transformation de l'action publique (FTAP). La Caisse des Dépôts est l'opératrice de cette plateforme lancée en mai 2020, la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) ayant en charge la stratégie éditoriale.





Gestion des participations stratégiques

La Gestion des participations stratégiques a en charge les opérations d'acquisition ainsi que le pilotage actionnarial d'une vingtaine de sociétés dont la Caisse des Dépôts est actionnaire de référence; ces sociétés sont des acteurs majeurs des secteurs banque et assurance, immobilier et tourisme, mobilité, énergie et ingénierie.

Au cœur de la transformation du Groupe

GPS (Gestion des participations stratégiques) gère le portefeuille des participations stratégiques dans le respect de l'intérêt général, de l'intérêt patrimonial de la Caisse des Dépôts et de l'intérêt social de chacune d'entre elles. Elle accompagne ces entreprises dans la création de valeur, en cohérence avec la stratégie du Groupe. Deuxième contributeur au résultat agrégé Caisse des Dépôts par ses revenus (dividendes comme plus-values), GPS participe ainsi au financement des missions d'intérêt général de la Caisse des Dépôts.

2019 : l'année du rapprochement avec le Groupe La Poste

L'année est marquée par le rapprochement avec le Groupe La Poste, un projet qui fait naître un établissement public financier de premier plan avec un bilan agrégé dépassant les 1200 milliards d'euros. 2019 s'illustre aussi par la dynamique positive des filiales qui ont quasiment toutes connu des résultats en hausse avec le Groupe La Poste (822 M€), CNP Assurances (1 412 M€), Icade (300 M€), Compagnie des Alpes (62 M€), Transdev Group (46 M€), RTE (631 M€), GRTgaz (61 M€) et Egis (44 M€).

2020 : adaptabilité des organisations et mobilisation des collaborateurs

Depuis le début de la crise sanitaire, GPS a été fortement mobilisée avec à fin avril, plus de 50 instances de gouvernance ayant majoritairement porté sur la gestion de la crise et ses suites.

Parmi les actions menées par les filiales, le Groupe La Poste, RTE, GRT gaz ont pu maintenir leurs activités de service public : courrier et portage de repas, alimentation électrique, réseau de gaz... La Poste s'est aussi vu confier par le gouvernement la gestion d'une plateforme commercialisant 10 millions de masques de protection pour les entreprises de moins de 50 salariés. La Banque Postale a par ailleurs contribué à la mise en place du prêt garanti par l'État avec près de 4000 demandes traitées, pour près de 1,2 milliards d'euros à fin avril. Enfin, Icade, emboitant le pas à CDC Habitat, a annulé trois mois de loyer pour les TPE éligibles et reporté à terme échu les loyers des établissements de courts séjours.

1 138 M€
RÉSULTAT AGRÉGÉ

« FACE À LA CRISE, LA CAISSE DES DÉPÔTS A CONTRIBUÉ AU RENFORCEMENT DE LA STRUCTURE FINANCIÈRE DE SES FILIALES EN RENONÇANT AUX TROIS QUARTS DES DIVIDENDES ATTENDUS. NOS PARTICIPATIONS, ACTEURS ESSENTIELS DE LA VIE ÉCONOMIQUE DE NOTRE PAYS, CONCOURRONT AVEC NOTRE PLEIN SOUTIEN À LA REPRISE ÉCONOMIQUE. »

Olivier Sichel.
Directeur général adjoint de la Caisse des Dépôts et Directeur de la Banque des Territoires



EUROPE



Une participation dans Euronext renforcée pour soutenir la stabilité de la place de Paris

La Caisse des Dépôts a renforcé sa participation dans Euronext à 8 % en rachetant 2 % de son capital. Euronext, née de la fusion en 2000 des Bourses de Paris, d'Amsterdam et de Bruxelles, est la 1^{ère} place boursière en Europe et la 6^e mondiale. En devenant le 1^{er} actionnaire (au côté d'Euroclear qui détient également 8 % du capital), la Caisse des Dépôts soutient, en tant qu'investisseur de long terme, la stabilité des grandes infrastructures de marché de la place de Paris, au bénéfice notamment du financement des entreprises françaises.

SAINT-OUEN-SUR-SEINE

Village des athlètes : top départ pour Icade, la Caisse des Dépôts et CDC Habitat !

Choisi par le conseil d'administration de la Solideo (Société de livraison des ouvrages olympiques), le projet « Les Quinconces » du groupement formé par Icade, la Caisse des Dépôts (Banque des Territoires) et CDC Habitat, conçu avec le soutien d'Egis et de CDC Biodiversité, porte sur la construction d'un ensemble immobilier de plus de 48 000 m² destiné à accueillir 3 000 athlètes venus du monde entier. Pensé en mode « héritage » : le Village des athlètes se transformera, dès l'achèvement des Jeux, en un véritable quartier de ville imaginé pour ses habitants et ancré dans son territoire. Ce projet est également exemplaire en termes de performance énergétique et vise les labels BiodiverCity et E+ C.



<https://www.caissedesdepots.fr/actualites/village-olympique-et-paralympique-la-cdc-icade-et-cdc-habitat>

Le rapprochement du groupe Caisse des Dépôts avec le Groupe La Poste



Nom de code « Mandarine »

En 2010, la Caisse des Dépôts devient actionnaire minoritaire de La Poste (devenue une SA) à hauteur de 26 %, aux côtés de l'État. En 2018, le projet « Mandarine », en écho au logo jaune de La Poste associé au logo rouge de la Caisse des Dépôts, est initié. En quoi consiste ce rapprochement ? La Caisse des Dépôts monte au capital du Groupe La Poste de 26 % à 66 %, en apportant au Groupe La Poste sa participation de près de 41 % dans CNP Assurances et en faisant l'acquisition de titres La Poste auprès de l'État pour 1 milliard d'euros. L'État reste actionnaire du Groupe La Poste à hauteur de 34 %.

1200 Md€

TOTAL BILAN AGRÉGÉ (1)

Les étapes clés. Tout au long de l'année 2019, le projet Mandarine a franchi les étapes nécessaires : promulgation de la loi Pacte à l'Assemblée nationale le 22 mai, signature de l'accord de principe le 11 juin, obtention de la dérogation à l'offre publique d'achat sur les titres de CNP Assurances le 26 juin, avis favorable de la Commission de surveillance le 17 juillet, signature du protocole d'investissement avec l'État le 31 juillet pour finir par le closing de l'opération en mars 2020.

(1) Après rapprochement La Poste – Caisse des Dépôts et intégration de la SFIL (banque publique de développement).

Pour les Français, les territoires, les entreprises

Les objectifs ? Il s'agit de doter La Poste, 1^{er} opérateur de services publics de proximité au service des Français, de moyens pour amplifier sa transformation et diversifier ses activités mais aussi de faire de La Banque Postale un bancas-sureur de premier plan, grâce à son partenariat renforcé avec CNP Assurances. Ce projet est aussi l'opportunité pour le groupe Caisse des Dépôts d'accroître ses leviers pour investir dans les territoires, en particulier dans les villes moyennes, les quartiers prioritaires de la ville et les zones rurales.

Des chantiers communs

La logistique urbaine et les villes intelligentes : coconstruire des solutions de logistique urbaine avec les élus et les acteurs économiques. La silver économie et les services à la personne. La transition énergétique et écologique. Le numérique : accélérer la transformation numérique de l'État et des collectivités au service des citoyens. La lutte contre la fracture territoriale : déploiement des Maisons France Services en exploitant la profondeur du Réseau La Poste (42 Maisons France Services ouvertes au 1^{er} janvier 2020)...





Gestions d'actifs

La direction des Gestions d'actifs (GDA) gère l'ensemble des placements financiers de la Caisse des Dépôts, issus des bilans du Fonds d'épargne et de la Section générale. Premier gérant d'actifs de statut public avec 177 milliards d'euros d'encours d'actifs sous gestion, GDA investit dans toutes les classes d'actifs, directement ou au travers de ses filiales.

2019 : d'excellents résultats dans un climat contrasté

Dans un contexte économique et financier 2019 contrasté, marqué par des taux monétaires et souverains demeurés très bas et des marchés actions internationaux dynamiques, avec un CAC 40 à +26 %, l'encours des placements de GDA s'est renforcé de 22 milliards d'euros. Les produits financiers s'élèvent à près de 3,9 milliards d'euros, une part importante des revenus provenant des actions : dividendes et plus-values. Avec un résultat agrégé de 1,268 milliard d'euros, GDA est le premier contributeur au résultat agrégé du Groupe à 46 %.

177 Md€

D'ACTIFS SOUS GESTION AU 31 DÉCEMBRE 2019 (VALEUR DE MARCHÉ)

3

FILIALES : CDC INVESTISSEMENT IMMOBILIER, CDC CROISSANCE ET LA SOCIÉTÉ FORESTIÈRE

- 48 %

DÉCARBONATION DES PORTEFEUILLES ACTIONS DÉTENUES EN DIRECT - 2014-2019

Un investisseur institutionnel de référence

La Caisse des Dépôts est un investisseur institutionnel public, de long terme, privilégiant la gestion directe. Investissant en priorité vers la France et l'Europe avec une préoccupation constante d'investisseur responsable et engagé dans toutes les classes d'actifs, GDA est aussi un acteur référent des « initiatives de place ». Cette direction porte plusieurs objectifs et missions : la génération de résultats réguliers, une contribution majeure à l'adossement actif-passif des deux bilans de la Caisse des Dépôts, une réactivité pour faire face aux enjeux de liquidité, une politique de diversification optimisant risque et rendement, une contribution au financement de l'économie française et enfin, une attention particulière aux enjeux d'investissement responsable.



2020 : une mobilisation sans précédent

GDA est en première ligne dans la gestion des répercussions économiques et financières de la crise sanitaire du Covid-19. Afin de fluidifier les marchés financiers, GDA a investi massivement et procédé à des achats quotidiens, dès la mi-mars. Acteur référent de place, la Caisse des Dépôts lance par ailleurs, aux côtés d'assureurs français, les fonds Nov destinés à soutenir, en sortie de crise, les besoins en capital et en dette, notamment des secteurs de la santé et du tourisme.

« L'IDÉE, C'EST DE CONTRIBUER À LA REPRISE DE L'ÉCONOMIE POST-CRISE EN APPORTANT AUX ENTREPRISES, NOTAMMENT PETITES ET MOYENNES, DES FONDS PROPRES POUR RENFORCER LEUR BILAN ET LEUR PERMETTRE DE RÉINVESTIR. »

Olivier Mareuse.
Directeur des Gestions d'actifs et des fonds d'épargne



FRANCE
600 M€

FONDS « OBJECTIF CLIMAT »

Douze investisseurs institutionnels français, à l'initiative de la Caisse des Dépôts, se réunissent et organisent en juin 2020 un appel d'offres auprès de sociétés de gestion afin de gérer trois fonds « Objectif Climat » de 500 millions d'euros (600 millions d'euros aujourd'hui) prenant en compte le dérèglement climatique. Objectif : trouver et expérimenter des méthodes de gestion de qualité permettant d'aligner les portefeuilles d'actifs financiers avec les objectifs de l'accord de Paris sur le climat.

NEW YORK

Neutralité carbone

La Caisse des Dépôts a été l'un des membres fondateurs de l'alliance *Net-Zero Asset Owner* lancée en septembre 2019 lors du sommet Action Climat des Nations unies. Cette charte rassemble des investisseurs institutionnels et vise une trajectoire 1,5 °C et la neutralité carbone des portefeuilles d'actifs financiers à l'horizon 2050, un point d'étape devant être fait dans les trois ans.



Credit : UN Photo/Loey Felipe



FRANCE

Priorité donnée au dialogue actionnarial

L'engagement actionnarial de la Caisse des Dépôts est un des leviers de son ambition d'investisseur responsable. Il s'illustre en 2019 par une présence systématique lors de 1 357 assemblées générales, le lancement d'une enquête orientée TEE (transition écologique et énergétique) auprès des sociétés en portefeuille les plus émettrices de CO₂ et la publication d'un guide de vote qui traduit la doctrine de la Caisse des Dépôts en matière d'engagement actionnarial.

<https://www.caissedesdepots.fr/blog/article/engagement-actionnarial-queles-impacts-sur-la-gouvernance>



PARIS

ISALT : création d'une société de gestion

Le Fonds stratégique de participations (FSP), détenu par sept assureurs français, accompagne durablement des mid caps françaises. Il envisage de doubler la taille de son portefeuille à 4 milliards d'euros à l'horizon 2024 et confie, mi-novembre, sa gestion financière à une société de gestion spécifique, ISALT (Investissements stratégiques en actions long terme). La Caisse des Dépôts, actionnaire d'ISALT à 39%, fournit en outre aux équipes d'ISALT des prestations de middle et back office, systèmes d'information, de réception et transmission des ordres. Edmond de Rothschild Asset Management, qui a participé avec succès au développement du FSP depuis l'origine, poursuit sa collaboration avec le fonds en le consultant en analyse ESG (Environnement, Social, Gouvernance).



FRANCE

« Les start-up technologiques deviendront pour certaines les leaders mondiaux de demain. »



Aude Contamin.
Responsable de la gestion CDC Croissance

CDC Croissance lance en septembre 2019 un fonds de 100 millions d'euros dédié aux small et mid caps technologiques (capitalisation boursière inférieure à 1 milliard d'euros). Sur ce secteur qui connaît des mutations profondes, les start-up se développent rapidement, nécessitent des capitaux et un investisseur patient de long terme... CDC Croissance a par ailleurs collaboré avec Euronext à la création du nouvel indice boursier, Euronext Tech Croissance, constitué de 150 valeurs technologiques.



PARIS-MONTPARNASSE

Acquisition et restructuration du siège de CNP Assurances

En octobre, CDC Investissement immobilier et Altea vendent à CNP Assurances son nouveau siège situé dans l'écoquartier Issy Cœur de Ville et font l'acquisition de l'actuel siège de CNP Assurances à Paris-Montparnasse en vue de restructurer intégralement l'immeuble suivant les derniers standards environnementaux et techniques.





Nos engagements pour faire grandir la France

Pour contribuer à un monde plus durable pour tous et éviter de futurs chocs, le groupe Caisse des Dépôts s'engage activement pour la résilience de nos sociétés en faisant de sa responsabilité sociétale une ambition transverse à laquelle participe chacun de ses métiers, filiales et fonctions supports.

Sommaire

Politique durable	__40
– Politique durable et stratégie	
– Maîtrise des risques extra-financiers	
– Contribution aux ODD	
– Finance responsable	
Contributions pour un monde durable	__46
– Transition écologique	
– Cohésion sociale	
– Développement économique	
Exemplarité interne	__54
– Éthique et loyauté	
– Ressources humaines	
– Fonctionnement interne	

Une politique durable intégrée au cœur de la stratégie

Reliée à ses valeurs fondatrices que sont l'intérêt général et le long terme, la politique durable du Groupe est intégrée au cœur des priorités stratégiques de chacun de ses métiers.

Le groupe Caisse des Dépôts structure sa politique durable autour de quatre axes forts :

- Financer la transition écologique en se positionnant notamment comme « banque du climat » en France.
- Œuvrer en faveur de la cohésion sociale.
- Contribuer au développement économique des territoires et des entreprises.
- Agir au quotidien de manière exemplaire et responsable.

jusqu'au comité exécutif. Deux approches complémentaires permettent le pilotage transversal : la gestion des risques extra-financiers, et l'intégration des objectifs de développement durable (ODD) à la planification stratégique. La coordination est réalisée par le département « Politique durable », qui intervient en impulsion et en soutien aux services dédiés de chaque entité et qui est, depuis 2019, rattaché à la direction des finances du Groupe. Enfin, la politique durable est coconstruite avec les principales parties prenantes dans le cadre d'un dialogue continu et de comités spécifiques.

Vers le pilotage d'une performance globale

La politique durable du Groupe est ancrée dans les processus de décision, depuis les plus opérationnels

Un engagement continu

2019-2020

Des stratégies renforcées et élargies : dont plan d'action ODD, objectif de neutralité carbone des portefeuilles, plan d'action biodiversité.

2015-2018

Premières stratégies intégrées : dont politique climat des portefeuilles financiers (2015), feuille de route 2 °C (2017).

2012-2014

Premières politiques Groupe : dont charte d'investissement responsable (2012).

2000-2011

Premiers engagements : dont Pacte mondial des Nations unies (2000), Principes pour l'investissement responsable (2006).

LES 4 AXES DE LA POLITIQUE DÉVELOPPEMENT DURABLE DU GROUPE CAISSE DES DÉPÔTS

TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Financer la transition vers une économie bas carbone et encadrer le financement des secteurs émissifs
 Développer des offres de produits et services à impact environnemental positif
 Évaluer et maîtriser les risques climatiques
 Préserver la biodiversité

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Financer les entreprises et accompagner le développement des PME, TPE et ETI
 Financer les collectivités locales dans leurs projets d'aménagement du territoire
 Développer des offres de services concourant à l'attractivité des territoires

COHÉSION SOCIALE

Financer des logements décents pour tous
 Soutenir les secteurs de l'éducation, de la formation, de la santé et de la vieillesse
 Œuvrer pour réduire les inégalités territoriales
 Développer des offres de services inclusifs à impact social positif

EXEMPLARITÉ INTERNE

Pratiquer une finance responsable
 Assurer la loyauté des pratiques et se conformer aux meilleurs standards éthiques
 Maîtriser les impacts négatifs des activités et du fonctionnement interne
 Être un employeur socialement responsable

Une maîtrise des risques extra-financiers

Le groupe Caisse des Dépôts intègre à la fois les risques extra-financiers que le contexte fait porter sur son activité et les externalités négatives ou positives que lui-même génère.

Pour une gestion transverse des risques

La cartographie des risques extra-financiers du Groupe repose sur une appréciation réalisée par chacune des entités du Groupe sur la base d'une méthodologie commune. Cette cartographie est revue annuellement avec l'objectif d'une intégration dans le processus global de gestion des risques du Groupe. Ce travail permet notamment de s'assurer de la présence de

dispositifs de maîtrise des risques et de suivre leur impact et leur pertinence au travers d'indicateurs de performance.

Vers une évaluation détaillée des expositions

En complément, certaines thématiques font l'objet de travaux d'évaluation plus détaillés pour quantifier l'exposition effective du Groupe. C'est notamment le cas sur les sujets climatiques et de corruption.

DÉCLARATION DE PERFORMANCE EXTRA-FINANCIÈRE

La Caisse des Dépôts s'inscrit dans une démarche d'exemplarité en réalisant depuis 2001 un reporting extra-financier. N'étant pas soumise à l'obligation de déclaration de performance extra-financière (DPEF) instaurée par le décret n° 2017-1265, elle a choisi de se conformer volontairement à ce cadre. Pour 2019, 26 risques significatifs sont identifiés. Tous font l'objet d'un reporting, dont les 14 principaux au titre de la DPEF, dans le présent document, et son supplément pour les détails méthodologiques et la description des risques. Cette DPEF a fait l'objet d'une vérification tierce, les indicateurs ainsi vérifiés sont signalés par des zones grises dans les tableaux associés.

CARTOGRAPHIE DES RISQUES EXTRA-FINANCIERS SIGNIFICATIFS POUR LE GROUPE (1)

FRÉQUENCE D'OCCURRENCE DU RISQUE	GRAVITÉ DE L'IMPACT ASSOCIÉ		
	Modérée	Forte	Très forte
Modérée	<ul style="list-style-type: none"> Eau Matières premières Biodiversité Déchets et pollution 	<ul style="list-style-type: none"> Critères ESG dans la chaîne d'approvisionnement Rémunérations Gouvernance 	<ul style="list-style-type: none"> Droits de l'Homme Partenariats Principes d'intervention
Forte		<ul style="list-style-type: none"> Impacts environnementaux du fonctionnement interne Transformation numérique 	<ul style="list-style-type: none"> Intégration ESG Engagement actionnarial Qualité de vie au travail Cohésion sociale Capital humain Développement économique Transition écologique Dialogue social Diversité et égalité des chances Éthique des affaires Gestion des filiales et des participations Sécurité des données
Très forte			<ul style="list-style-type: none"> Satisfaction des parties prenantes Qualité de l'offre et satisfaction clients

(1) La présente cartographie reflète la perception par les entités opérationnelles des risques extra-financiers auxquels elles sont confrontées, au travers d'un classement selon leur fréquence et la gravité de leurs impacts potentiels. Il ne s'agit pas d'une mesure objective des expositions du Groupe aux risques à plus long terme.

■ Sélection des risques DPEF

Une contribution active aux objectifs de développement durable de l'ONU

Au travers des objectifs de développement durable des Nations unies (ODD), le Groupe pilote et objective l'impact de ses missions, notamment agir pour des territoires plus attractifs, durables et solidaires.

Une contribution ancrée dans les missions du Groupe

Cadre international constitué de 17 objectifs et 169 cibles, les objectifs de développement durable des Nations unies (ODD) définissent un programme de travail vers un avenir meilleur et plus durable pour tous d'ici 2030. Ils incluent en particulier la transition écologique et la réduction des inégalités sociales et territoriales, qui sont au cœur des missions de la Caisse des Dépôts. En s'adossant à ce référentiel universel, le Groupe met en place une démarche robuste pour évaluer l'impact de ses activités, piloter sa contribution positive à la société et soutenir les feuilles de route nationales et internationales.

Des engagements opérationnels

À partir d'une méthode commune, chaque métier a élaboré son plan d'action sur les ODD identifiés comme pertinents au regard de ses activités. Sont inclus tant l'amélioration des process opérationnels (avec par exemple l'intégration des ODD dans les grilles de cotation des projets de la Banque des Territoires ou encore dans les lettres d'objectifs adressées aux participations) que le développement d'offres spécifiques (comme les offres Aqua Prêt dédiées aux projets d'infrastructures d'eau). Ces plans d'action font l'objet d'un suivi par le biais d'indicateurs de réalisations, de résultats et, si possible, d'impacts. Ces travaux sont ensuite consolidés à l'échelle du Groupe, pour une intégration à la planification

stratégique et aux dispositifs de pilotage opérationnels. Leur suivi fera l'objet d'une revue annuelle par les instances de gouvernance, en vue de définir des engagements chiffrés pour chacun des plans d'action prioritaires du Groupe d'ici à 2021.

ODD ET COVID-19

La crise sanitaire a un impact négatif sur l'atteinte de nombreux ODD, dont la santé ou la lutte contre les inégalités sociales. Ce contexte légitime d'autant plus la nécessité d'œuvrer pour les ODD afin d'accroître la résilience de la société face à de nouveaux chocs. Fort de ce constat, en 2020, le Groupe poursuit son plan d'action ODD, et l'articule à ses contributions aux plans de relance.

LES ODD PRIORITAIRES ET SIGNIFICATIFS DU GROUPE CAISSE DES DÉPÔTS

À l'échelle du Groupe, sept ODD ont été identifiés comme prioritaires (faisant l'objet d'une dynamique d'amélioration stratégique) et six comme significatifs (faisant l'objet d'une vigilance), répartis dans chacun des trois axes stratégiques : accompagner la transition écologique, œuvrer pour la cohésion sociale et la réduction des inégalités, soutenir le développement économique des entreprises et des territoires.



Œuvrer pour une finance responsable

Investisseur au capital patient, le Groupe oriente ses financements de façon à contribuer au développement équilibré et soutenable de l'économie et de la société.

Le Groupe adopte des pratiques financières responsables, dans la gestion de ses investissements, financements et participations, et les promeut en externe.

Une politique d'investissement responsable transversale

Dès 2012, il s'est doté d'une charte d'investissement responsable reposant sur trois principes :
 - **Intégration ESG** avec l'analyse et la prise en compte des critères environnementaux, sociaux et de

gouvernance (ESG) dans toutes les décisions d'investissement.

- **Engagement actionnarial** par un dialogue avec le management des sociétés et le vote en assemblée générale pour promouvoir la prise en compte des enjeux ESG.
- **Exclusions normatives** dont l'exclusion de tout investissement au sein des États et territoires non coopératifs, des juridictions à haut risque de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme, des mines anti-personnel et bombes

à sous-munitions, du tabac, ainsi que du charbon thermique.

Cette charte est complétée par des politiques thématiques régulièrement renforcées, sur le vote et la gouvernance des entreprises cotées, l'exclusion des activités dans les pays contribuant à la fraude financière, et le climat.

L'ensemble de cette politique s'applique aux métiers et filiales d'investissement, qui la déclinent selon leur objet social et leur stratégie financière.

RISQUES ET INDICATEURS CLÉS DE PERFORMANCE

Familles de risques	Dispositifs de maîtrise des risques	Périmètre	Indicateurs (P : participations, I : investissements, F : financements)	2017	2018	2019
Gestion des filiales et des participations	<ul style="list-style-type: none"> Politiques transversales Groupe, dont celles sur l'investissement responsable et le climat Lettres d'orientations annuelles aux entités intégrant des critères ESG Dialogue et implication d'administrateurs CDC dans la gouvernance des entités, incluant les sujets ESG 	Groupe	(P) Taux de participation des représentants de la Caisse des Dépôts aux conseils d'administration des filiales et participations stratégiques cotées et non cotées (1)	-	86 %	87 %
Intégration ESG	<ul style="list-style-type: none"> Charte d'investissement responsable Groupe et ses politiques thématiques Doctrine d'intervention intégrant des objectifs de contributions sociétales (BPI, BDT) Analyse ESG systématique pour les comités d'investissement Comité trimestriel des controverses des entreprises cotées (GDA) Gammes de prêts à thématiques environnementales et/ou sociales (BPI, BDT) 	Groupe	(I et P) Taux de déploiement de la charte IR relatif à la « Prise en compte documentée des données ESG dans la décision d'investissement »	56 %	61 %	68 %
			(I et P) Taux de déploiement de la charte IR relatif au « Niveau et qualité de la collecte et de l'analyse d'informations ESG »	59 %	65 %	67 %
Engagement actionnarial	<ul style="list-style-type: none"> Charte d'investissement responsable et ses politiques thématiques, notamment politique de vote et gouvernance des entreprises cotées Comité trimestriel des controverses des entreprises cotées (GDA) Enquêtes ESG annuelles envoyées aux sociétés de gestion (BPI, GDA) 	Groupe	(I et P) Taux de déploiement de la charte IR relatif au « Niveau et qualité du dialogue actionnarial sur des enjeux ESG »	56 %	56 %	58 %
			(I) Part des sociétés en portefeuille ayant fait l'objet d'un dialogue actionnarial sur les sujets climatiques	-	37 %	30 %

(1) Périmètre portant sur les filiales sous contrôle opérationnel. En 2018, donnée disponible pour les entités cotées uniquement. Sigles : CDC : Caisse des Dépôts, BPI : Bpifrance, BDT : Banque des Territoires, GDA : Gestions d'actifs, IR : investissement responsable.

■ Indicateurs ayant fait l'objet d'une vérification externe.

100 % des encours investis sous intégration ESG

Afin d'évaluer les performances ESG des émetteurs, les métiers utilisent les notations issues d'agences extra-financières reconnues ou des outils internes (grilles d'évaluation, notations, questionnaires). Parallèlement, les risques ESG, en particulier ceux liés au climat et à la responsabilité fiscale, sont intégrés aux outils d'évaluation et de pilotage des risques financiers. Ces analyses ESG sont systématiquement présentées en comité d'investissement. Selon les entités, leur prise en compte passe par une intégration à la valorisation financière ou encore par des règles discriminantes (seuils minimaux de performance, limites d'exposition pour les émetteurs mal notés...). Ces analyses sont ensuite régulièrement actualisées durant la détention.

Des prêts encadrés par les doctrines d'intervention

Les produits et pratiques de prêts sont établis par les doctrines d'intervention de chaque métier. La Banque des Territoires propose ainsi des gammes de prêts dédiés à des projets à forte utilité sociale et/ou environnementale, dont les critères d'octroi sont souvent fixés par l'État (exemples : prêts pour le logement social, pour les établissements éducatifs...). Bpifrance cible l'accompagnement et le soutien aux entreprises, et analyse systématiquement les risques ESG au-delà de certains montants seuils, à l'aide d'une grille d'évaluation interne.

Une année active de dialogue actionnarial à la Caisse des Dépôts

- 85 %** des entreprises cotées du portefeuille engagées en direct sur un enjeu ESG (trajectoire climatique, enjeux sociaux des chaînes d'approvisionnement...)
- 100 %** de votes aux résolutions proposées en assemblée générale, dont 13 % de votes négatifs, notamment sur les sujets de rémunération et de composition des conseils
- 92 %** de répondants à l'enquête ESG annuelle auprès des sociétés de gestion

Un déploiement piloté

Année après année, le Groupe évalue le déploiement de sa politique d'investissement responsable grâce à des indicateurs permettant de suivre la mise en œuvre, par ses différentes équipes, des processus opérationnels qui la composent, tels que : l'intégration des critères ESG dans l'analyse et la décision d'investissement, l'engagement actionnarial sur les faiblesses ESG identifiées, mais aussi la formation des équipes à ces enjeux ainsi que l'intégration des critères d'investissement responsable dans le calcul de leurs rémunérations variables. En 2019, plusieurs nouveautés ont permis de renforcer la mobilisation des équipes de gestion sur les sujets ESG, avec notamment l'émission de l'obligation durable, l'engagement

de neutralité carbone ou encore l'intégration des ODD dans la stratégie de politique durable. Ces actions ont directement impliqué les équipes pour leur mise en œuvre.

Un plan pour accroître la contribution de nos activités financières aux ODD

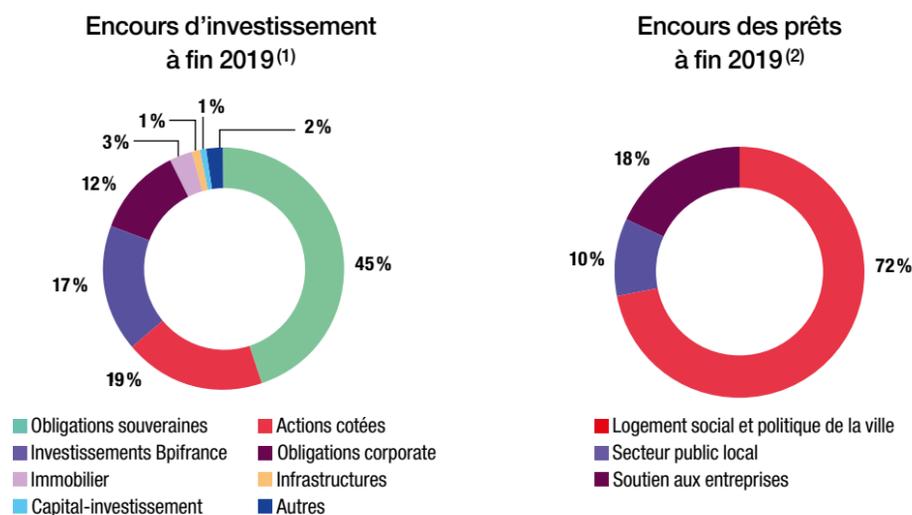
Dans le cadre de l'intégration des ODD à la stratégie du Groupe, un plan d'action spécifique aux métiers financiers a été défini. Il dynamise la politique d'investissement responsable en définissant des axes de progrès et des indicateurs associés notamment sur :
 - L'augmentation des financements contribuant directement aux cibles définies par les ODD.
 - Le renforcement de l'intégration des ODD dans les décisions d'investissement.

- Le renforcement de l'engagement actionnarial pour encourager les entreprises à progresser dans leurs propres contributions.
- L'encadrement renforcé d'activités ayant un impact négatif sur l'atteinte de ces objectifs.

➤ Pour en savoir plus :
 - le Bilan investissement responsable 2019 ;
 - la section « Gestion des participations » du supplément ;
 - la page « Finance responsable » du site Internet et les politiques en téléchargement.

INVESTISSEMENTS ET FINANCEMENTS DES MÉTIERS DU GROUPE CAISSE DES DÉPÔTS

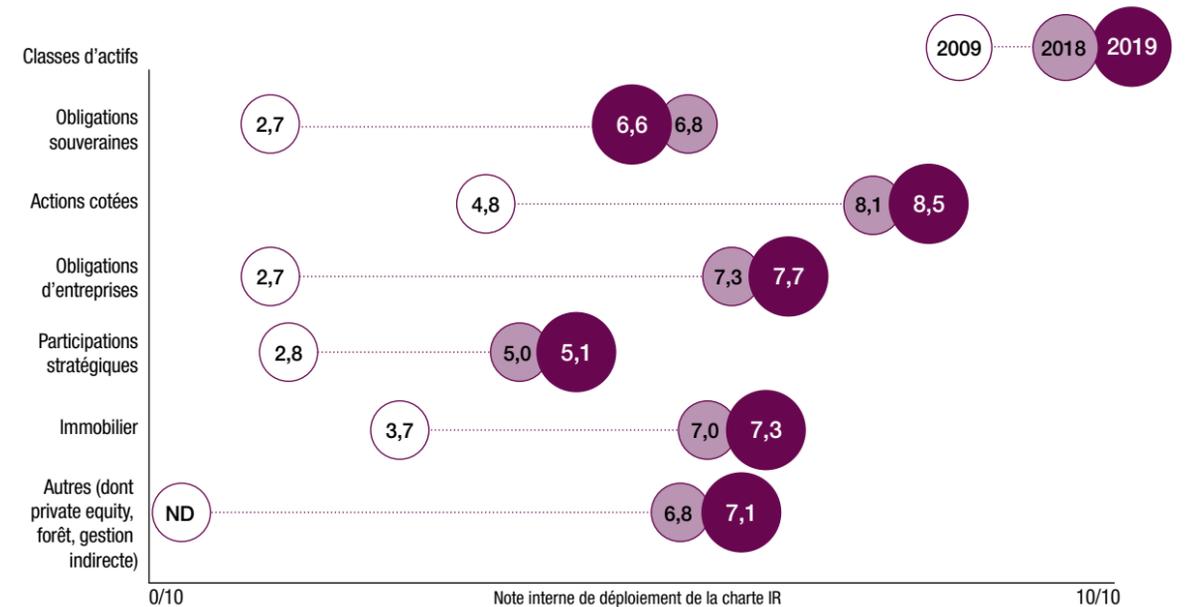
Les métiers investissent dans des actifs diversifiés, à plus de 99% placés sur les marchés développés, avec un objectif commun de gestion de long terme. Les Gestions d'actifs présentent un taux global de rotation de leurs portefeuilles de 5,9% et n'investissent dans aucun *hedge fund* ou produit dérivé à des fins autres que de couverture. Les activités de financement sont entièrement dédiées au logement, à la politique de la ville, au financement du secteur public local et au soutien aux entreprises.



(1) Données consolidées sans quote-part, en prenant en compte les encours de l'Établissement public (Gestions d'actifs et Banque des Territoires), de Bpifrance et de STOA. Par souci de lisibilité, la valeur d'actif des filiales détenues par le métier GPS n'est pas prise en compte, même si la charte IR s'applique également à ce métier.
 (2) Données consolidées sans quote-part, incluant les fonds d'épargne et Bpifrance.

ÉVOLUTION 2009-2019 DE L'INDICATEUR DE DÉPLOIEMENT DE LA CHARTE D'INVESTISSEMENT RESPONSABLE (IR) DU GROUPE

Le déploiement de la politique IR est évalué pour chaque équipe à partir de critères prédéfinis sur trois domaines : les engagements, leur mise en œuvre et la mobilisation des équipes, qui sont notés puis agrégés. Une note globale de 10/10 signifie ainsi que les différentes équipes intervenant sur cette classe d'actifs assurent une intégration complète de la politique IR.



Accompagner la transition écologique

Face à l'urgence climatique et écologique, le Groupe a fait de la transition juste, indispensable pour une économie résiliente, l'un de ses axes prioritaires d'intervention.

Le Groupe inscrit ses activités au service d'une économie résiliente, bas carbone, préservant les ressources et la biodiversité. En 2019, le Groupe a rehaussé son ambition climatique en s'engageant pour la neutralité carbone d'ici à 2050 et en se positionnant comme banque

de climat. L'Établissement public et cinq de ses filiales ont en outre adhéré à l'initiative « Entreprises engagées pour la nature/Act4nature ». Enfin, une obligation durable, fléchée sur des projets à forte dimension environnementale ou sociale, a été émise.

En 2020, dans un contexte de crise liée au coronavirus, le Groupe renforce ses engagements en matière de développement soutenable et s'attache à intégrer les impératifs écologiques dans ses actions de soutien et de relance de l'économie.

RISQUES ET INDICATEURS CLÉS DE PERFORMANCE

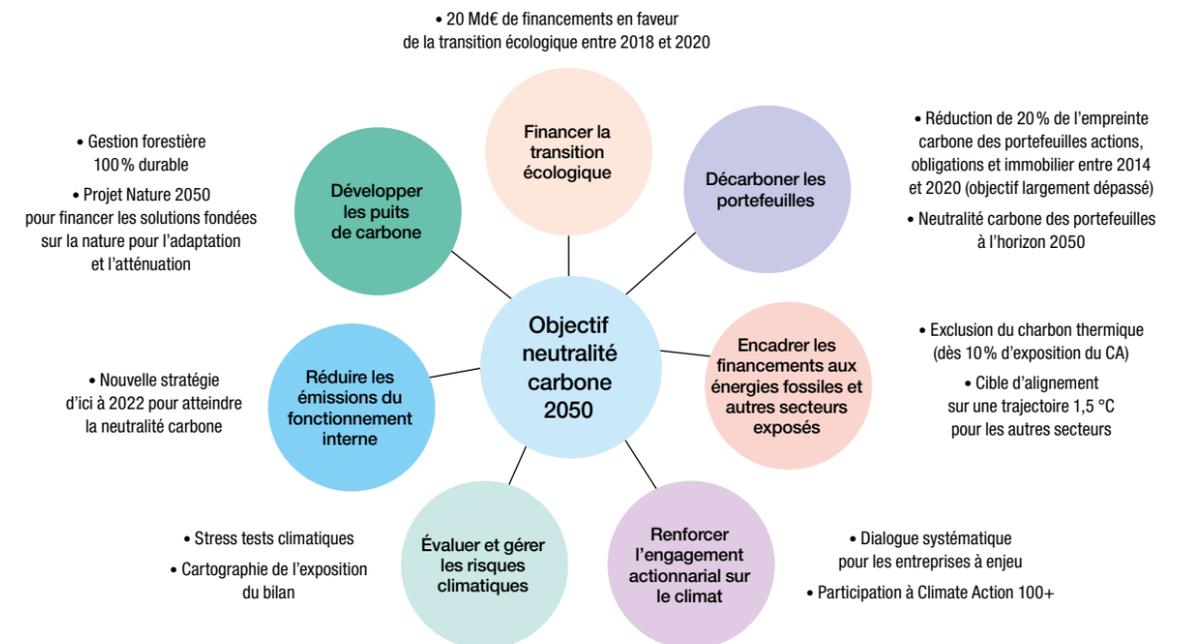
Familles de risques	Dispositifs de maîtrise des risques	Périmètre	Indicateurs	Cible 2020 initiale	2018	2019
Transition écologique et énergétique (TEE)	<ul style="list-style-type: none"> Plans d'action ODD des activités Feuille de route climat du Groupe et ses travaux sectoriels (charbon, oil & gas, immobilier, et transport à venir) Politique climat des métiers financiers Intégration des risques climatiques dans les politiques de gestion des risques Cartographie de l'exposition du bilan aux risques climatiques Gammes de prêts et services dédiés à la transition écologique 	Caisse des Dépôts et Bpifrance	Montant cumulé des financements en faveur de la TEE sur la période 2018-2020 (en Md€)	20	5,4	12,4
		Caisse des Dépôts et Bpifrance	Réduction de l'empreinte carbone des portefeuilles par rapport à 2014 (en %) :			
			- Actions cotées ⁽¹⁾	-20 %	-45 %	-44 %
			- Obligations d'entreprises ⁽²⁾	-20 %	-55 %	-66 %
			- Immobilier de placement ⁽²⁾⁽³⁾	-20 %	-24 %	-25 %

(1) L'indicateur sur les actions cotées inclut également CNP Assurances. (2) Les indicateurs ne portent que sur les placements financiers en gestion directe de l'entité Gestions d'actifs. (3) Une cible a également été fixée pour une réduction de 38 % de la consommation énergétique d'ici à 2030. ■ Indicateurs ayant fait l'objet d'une vérification externe.

PLANS D'ACTION SUR LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

ODD	Niveau	Principaux plans d'action
13	Prioritaire	<ul style="list-style-type: none"> Renforcer les financements des projets et entreprises dédiés à la transition écologique Intensifier l'accompagnement des acteurs sur l'adaptation au changement climatique Poursuivre et renforcer la politique climat sur les portefeuilles (réduction de l'empreinte carbone, exclusion des actifs intensifs, engagement actionnarial)
7	Prioritaire	<ul style="list-style-type: none"> Renforcer les financements destinés à la rénovation énergétique des logements sociaux et du patrimoine public Accroître le soutien aux projets d'infrastructures énergétiques bas carbone Renforcer les exigences environnementales minimales des projets éligibles aux financements
15	Significatif	<ul style="list-style-type: none"> Renforcer les séquences « Éviter, réduire, compenser » dans les projets d'infrastructure Intensifier l'accompagnement des entreprises et des collectivités sur la biodiversité Former les équipes et renforcer le dialogue actionnarial sur la biodiversité Gérer durablement les forêts au sein de la Société Forestière
12	Significatif	<ul style="list-style-type: none"> Favoriser le développement de projets d'économie circulaire des collectivités Engager un dialogue actionnarial sur la gestion des déchets et des ressources naturelles Favoriser l'utilisation de matériaux biosourcés ou certifiés, et limiter la production de déchets dans les activités immobilières

LES 7 PILIERS DE LA FEUILLE DE ROUTE CLIMAT DU GROUPE CAISSE DES DÉPÔTS



Une feuille de route vers la neutralité carbone d'ici à 2050

Le Groupe s'est fixé des cibles transversales et exigeantes pour chacun des sept piliers de sa feuille de route climat afin de contribuer à limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C. La politique climat des métiers financiers, enrichie début 2020, détaille les leviers d'action pour aligner l'ensemble des financements et investissements sur une telle trajectoire. Des politiques sectorielles Groupe sur les énergies fossiles, l'immobilier

et prochainement sur les transports, en cours d'élaboration en 2020, déclinent également la feuille de route en critères précis.

Un plan d'action pour la biodiversité

Dès 2008, avec la création de sa filiale CDC Biodiversité, la Caisse des Dépôts s'est engagée pour la biodiversité autour de trois axes : la restauration de la biodiversité, la sensibilisation et la recherche, et la mesure de l'empreinte biodiversité des acteurs économiques, avec l'outil Global Biodiversity Score lancé

officiellement en mai 2020. L'Établissement public prend également en compte la biodiversité dans ses propres activités, notamment dans les analyses ESG de ses investissements, dans son activité immobilière, ainsi que dans la gestion durable de ses forêts certifiées PEFC. Pour aller plus loin, un plan d'action Groupe est en cours de préparation pour 2020.

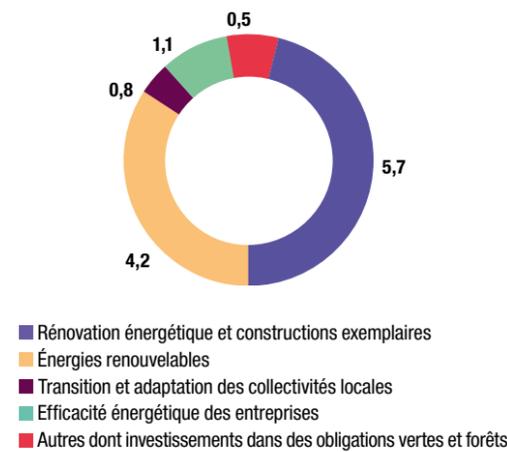
Renforcer les financements en faveur de la transition écologique et énergétique (TEE)

Pour accroître leur contribution à la Stratégie nationale bas carbone, l'Établissement public et Bpifrance ont rehaussé leur objectif de financements TEE à 20 Md€ sur la période 2018-2020, contre 16 Md€ initialement prévus. 12,4 Md€ ont d'ores et déjà été atteints, majoritairement au service de la rénovation énergétique et des énergies renouvelables. Dans le reste du Groupe, CNP Assurances vise à multiplier par deux ses encours d'investissements verts pour passer de 10 Md€ à 20 Md€ entre 2018 et 2023, tandis qu'au moins 30% des investissements du véhicule STOA intervenant à l'étranger doivent produire des cobénéfices climat.

Accompagner collectivités et entreprises dans leur propre transition

Outre le financement, la Caisse des Dépôts et ses filiales, en particulier la SCET et Egis, fournissent des offres d'ingénierie et de conseil pour la transition des territoires et entreprises. La Banque des Territoires accompagne les 61 territoires engagés dans des contrats de transition écologique (CTE) dans l'élaboration de leur stratégie de transition. Par ailleurs, l'ensemble des filiales est encouragé à aligner ses propres activités. Icade, Egis, CNP Assurances, CDC Habitat et Transdev Group ont ainsi pris des engagements de réduction de leur empreinte à l'échelle de leurs métiers.

FINANCEMENTS EN FAVEUR DE LA TEE SUR 2018-2019 (EN MD€) (ÉTABLISSEMENT PUBLIC ET BPIFRANCE)



PRINCIPALES OFFRES DE FINANCEMENT DES MÉTIERS DU GROUPE CAISSE DES DÉPÔTS

Secteur	Principales interventions	Résultats 2019
Bâtiment	<ul style="list-style-type: none"> Prêts pour la rénovation énergétique des logements sociaux (Éco Prêt, PAM, PHB, PHBB, Phare réhabilitation...) et des bâtiments publics (AMBRE, Édu Prêt...) Soutien au tiers financement pour la rénovation des logements et dispositif d'intracring pour aider le financement des acteurs publics Co-investissements pour des projets territoriaux Offres de financement pour les entreprises, en particulier via le crédit-bail 	Plus de 56 000 logements sociaux et 270 000 m ² de surfaces publiques et tertiaires rénovés énergétiquement
Énergies renouvelables	<ul style="list-style-type: none"> Prêts au secteur public local et programme EnRCIT pour sécuriser le financement des projets de toute taille Investissements directs dans l'installation de nouvelles capacités Soutien et prêts aux producteurs d'énergie renouvelable 	7 300 MW d'énergie renouvelable financés
Entreprises et industrie	<ul style="list-style-type: none"> Prêts, dont prêts Éco-énergie (PEE) pour améliorer l'efficacité énergétique des TPE et PME, et plus globalement pour les entreprises engagées dans l'amélioration énergétique de leurs process industriels Aide à l'innovation pour le développement de solutions technologiques contribuant à la transition écologique 	1 700 entreprises soutenues par Bpifrance
Transport	<ul style="list-style-type: none"> Prêts au secteur public local, dont Mobi Prêt pour la modernisation et le développement d'infrastructures durables Financements et co-investissements dans des solutions de mobilité intelligentes et durables 	380 km d'infrastructures vertes financées par la Banque des Territoires
Forêt	<ul style="list-style-type: none"> Gestion durable des forêts Actions de compensation via l'investissement pour restaurer et protéger la biodiversité 	Près de 360 000 ha de forêts et de plaines gérées durablement

Une forte réduction de l'empreinte carbone des portefeuilles

Alors que le Groupe a dépassé ses objectifs de réduction de 20% de l'empreinte carbone de ses portefeuilles financiers sur la période 2014-2020, il a franchi une étape supplémentaire en s'engageant à la neutralité carbone de ses portefeuilles financiers d'ici à 2050. En rejoignant la Net-Zero Asset Owner Alliance soutenue par l'Initiative pour la finance

des Nations unies, la Caisse des Dépôts s'engage à se fixer des objectifs paliers tous les cinq ans à partir de 2025, avec des premiers résultats présentés en 2023. Pour atteindre ces résultats, elle compte sur un dialogue régulier avec les sociétés et sur la réallocation d'actifs en faveur des entités les moins émettrices.

Un dialogue actionnarial soutenu en faveur du climat

Le Groupe mène un dialogue soutenu pour demander aux entreprises dans lesquelles il investit d'inscrire leurs activités dans des trajectoires scientifiques de décarbonation. Ceci passe par des votes de résolutions climatiques, de l'engagement direct ou de l'engagement collaboratif, en particulier via la coalition Climate Action 100+. En 2019, une enquête

sur la gestion du risque de transition a été réalisée auprès des 73 entreprises cotées détenues dans les secteurs les plus exposés aux risques climatiques, couvrant plus de deux tiers des émissions des portefeuilles du Groupe. Les résultats servent à alimenter le dialogue actionnarial mené en 2020.

Un encadrement renforcé du financement des secteurs émissifs

Le Groupe exclut de ses financements et investissements toute entreprise dont l'activité dépend à plus de 10% du charbon thermique, et incite les sociétés présentant une exposition résiduelle au charbon à en sortir d'ici à 2030 pour la zone OCDE et d'ici à 2050 pour le reste du monde.

À partir de 2021, il n'investira plus dans des sociétés développant de nouvelles centrales à charbon. La politique du Groupe sur les énergies fossiles sera complétée par des lignes directrices sur le pétrole et le gaz, en cours de définition, en 2020.

Un dispositif complet de gestion des risques climatiques en déploiement

Depuis 2018, les risques climatiques physiques et de transition sont progressivement intégrés dans la gestion des risques du Groupe (charte des risques, appétit au risque, modèle prudentiel...). La direction des risques les intègre également dans ses notations internes des contreparties, en commençant par les risques crédit corporate depuis 2019.

En outre, une cartographie de l'exposition de l'ensemble du bilan aux risques climatiques est en cours de réalisation. Enfin, le Groupe s'attache à évaluer l'impact de scénarios globaux avec notamment la réalisation d'un stress test climatique en ligne avec les préconisations de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) en 2020.

44% de réduction de l'empreinte carbone des portefeuilles d'actions cotées entre 2014 et 2019

100% des portefeuilles financiers décarbonés d'ici à 2050

412 entreprises interrogées sur le climat, dont **20** en échange bilatéral approfondi

18 votes en faveur de résolutions externes en assemblée générale portant sur une problématique environnementale

0 entreprise financée avec une exposition au charbon >10% du CA⁽¹⁾

Vers 100% de l'exposition du bilan aux risques climatiques cartographiée

(1) À l'exception d'une participation dans Albioma, dont le Groupe accompagne la stratégie de transition bas carbone.

- Pour en savoir plus :
 - pages Climat et biodiversité du site Internet;
 - politique climat des métiers financiers en téléchargement sur le site Internet;
 - section « Transition écologique » du supplément.
 - section « Stratégie climatique » du Bilan investissement responsable

Œuvrer pour la cohésion sociale

Renforcer la cohésion sociale et territoriale, en appui des politiques publiques, est au cœur des missions stratégiques du groupe Caisse des Dépôts.

Le Groupe s'engage pour soutenir les territoires, entreprises et populations les plus fragiles. Ses missions sur le logement social, les parcours de vie ou encore l'accès aux services publics, font l'objet de cibles pluriannuelles au sein du plan stratégique à moyen

terme intégrant depuis 2019 les objectifs de développement durable des Nations unies (ODD). Dans ses interventions, le Groupe vise l'intérêt général, l'impact sociétal, l'inclusion, notamment financière, et l'équité. Ces principes sont formalisés

dans les doctrines d'intervention de la Banque des Territoires et de Bpifrance, ainsi que dans les conventions des mandats confiés par l'État (retraites, handicap, formation professionnelle, investissements d'avenir...).

RISQUES ET INDICATEURS CLÉS DE PERFORMANCE

Familles de risques	Dispositifs de maîtrise des risques	Périmètre	Indicateurs	2018	2019
Cohésion sociale	<ul style="list-style-type: none"> Plan stratégique du Groupe et déclinaison par ses entités Plans d'action ODD Doctrines d'intervention (BDT, BPI) Conventions d'objectifs des mandats (BDT, DRS) Gammes de prêts et services à forte contribution sociale (BDT, BPI) 	Groupe	Nombre de logements sociaux, intermédiaires et habitats spécifiques financés, construits ou acquis dans l'année ⁽¹⁾	84041	93548
		Caisse des Dépôts	Nombre de formations des comptes personnels de formation financées dans l'année ⁽²⁾	-	552344

Sigles : BDT : Banque des Territoires, BPI : Bpifrance, DRS : Direction des retraites et de la solidarité.

(1) Dans le Groupe, le financement, la construction et la réhabilitation de logements sociaux et intermédiaires concernent principalement la Banque des Territoires et CDC Habitat. Le métier Gestions d'actifs peut également avoir une activité ; son poids étant bien moindre, il n'est ici pas comptabilisé.

(2) Dans l'Établissement public, l'activité en faveur de la formation professionnelle est réalisée par la direction des retraites et de la solidarité. La Banque des Territoires peut également avoir une action pour accompagner de nouvelles formations, qui n'est ici pas comptabilisée.

■ Indicateurs ayant fait l'objet d'une vérification externe.

PLANS D'ACTION SUR LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

ODD	Niveau	Principaux plans d'action
	Prioritaire	<ul style="list-style-type: none"> Sécuriser le financement de l'ensemble de la chaîne du logement abordable Intensifier le financement de lieux pour l'accès aux services publics et à la santé Développer une offre d'accélérateur dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville Engager un dialogue avec les contreparties pour garantir le développement de la diversité et des solutions à destination des populations vulnérables et des territoires isolés Contribuer à rendre la population plus autonome dans l'exercice de ses droits sociaux
	Prioritaire	<ul style="list-style-type: none"> Intensifier les financements et le conseil en faveur de la construction et de la rénovation des lieux d'apprentissage et de formation Développer la formation professionnelle et des parcours alternatifs pour les plus fragiles en contribuant notamment à transformer le compte personnel de formation Soutenir le déploiement du numérique éducatif
	Significatif	<ul style="list-style-type: none"> Lutter contre les déserts médicaux et renforcer l'accompagnement des territoires pour la mise en place des mesures de la loi Santé Financer les hébergements médicalisés (Ehpad) et non médicalisés pour les seniors Soutenir l'émergence de leaders dans les technologies de la santé de demain Exclure le soutien au secteur du tabac
	Significatif	<ul style="list-style-type: none"> Renforcer le dialogue actionnarial sur le sujet de l'égalité femmes/hommes Développer des actions, internes et externes, de promotion de l'entrepreneuriat féminin

Un acteur majeur du financement du logement social et de l'habitat spécifique

Premier financeur du logement social, le Groupe intervient sur l'ensemble de la chaîne, de l'hébergement d'urgence jusqu'au logement intermédiaire, au travers principalement de la Banque des Territoires qui finance la construction et la réhabilitation, et de CDC Habitat qui gère 512 000 logements, dont 420 000 logements sociaux et très sociaux. Le Groupe soutient également l'habitat spécifique avec les prêts de la Banque

des Territoires en faveur des résidences pour personnes âgées, des foyers et établissements médico-sociaux pour personnes en situation de handicap (FAM, IME, ESAT...), des centres d'hébergement et foyers pour les étudiants et jeunes travailleurs ou encore des structures pour mineurs en difficulté. CDC Habitat gère 24 200 logements pour étudiants et jeunes travailleurs et 14 945 places d'hébergement d'urgence.

Près de
10 Md€
de prêts dédiés aux logements sociaux pour 78 740 nouveaux logements

Près de
900 M€
de prêts affectés à l'habitat spécifique pour 14 600 nouvelles places

Une mobilisation croissante en faveur de l'éducation, de la santé et de l'accès au service public

Le Groupe intervient en faveur de l'éducation au travers de prêts pour les établissements et du soutien à la formation et au numérique éducatif. Ses actions pour la santé incluent les prêts aux collectivités et opérateurs du secteur ou encore l'activité Foncière Santé d'Icade. La Caisse des Dépôts s'attache également à simplifier la relation des usagers aux services publics. En particulier, la direction des retraites et de la solidarité développe des plateformes d'intérêt général pour améliorer la vie de ses bénéficiaires, dont l'application « Mon compte

formation » lancée en 2019 pour mettre en relation les actifs et les 13 800 organismes de formation (mai 2020), et une plateforme sur le handicap lancée en mai 2020. Par ailleurs, la Banque des Territoires participe, à hauteur de 30 M€ entre 2019 et 2022, au développement des « Maisons France Services », des guichets mutualisés répartis sur l'ensemble du territoire. En 2020, le rapprochement avec La Poste accroîtra notablement la mobilisation du Groupe en faveur de l'accès aux services publics.

Un soutien à l'économie sociale et solidaire (ESS)

Le Groupe intervient à deux niveaux en faveur de l'ESS. D'une part, la Banque des Territoires soutient le dispositif local d'accompagnement des structures de l'ESS. D'autre part, avec CNP Assurances et Bpifrance, elle finance directement et indirectement les acteurs de l'ESS via des fonds à impact

(exemple : les fonds NovESS) et les Programmes d'investissements d'avenir (PIA) et Plans d'investissement dans les compétences (PIC) confiés par l'État. En 2019, la Banque des Territoires et Bpifrance ont apporté plus de 450 M€ de soutien à l'ESS.

52 M€
investis dans l'éducation par la Banque des Territoires

8 500
lits d'Ehpad et de cliniques financés, acquis, ou construits

460
Maisons France Services sur les 2 000 visées d'ici 2022

9,5 M
de comptes personnels de formation activés

► Pour en savoir plus :
– section « Cohésion sociale » du supplément ;
– sites Internet de la Banque des Territoires et de la direction des retraites et de la solidarité ;
– rapport annuel du Fonds d'épargne 2019.

Contribuer à un développement économique inclusif

Le Groupe intervient massivement pour financer et accompagner les entreprises et les collectivités, en se fixant des cibles pluriannuelles au sein de son plan stratégique à moyen terme. L'objectif, formalisé

dans les doctrines d'intervention est d'exercer un maximum d'effet d'entraînement sur l'économie. La Banque des Territoires et Bpifrance réalisent ainsi des études pour évaluer l'impact de leurs actions

et en améliorer le pilotage. En 2020, dans le contexte de crise du coronavirus, le Groupe joue pleinement son rôle contractuel et est en première ligne, avec l'État, des plans de soutien et de relance.

En soutenant les entreprises et les collectivités, le groupe Caisse des Dépôts participe au développement économique plus inclusif des territoires et vise un effet d'entraînement sur l'économie.

RISQUES ET INDICATEURS CLÉS DE PERFORMANCE

Familles de risques	Dispositifs de maîtrise des risques	Périmètre	Indicateurs	2018	2019
Développement économique des territoires	<ul style="list-style-type: none"> Plan stratégique du Groupe et déclinaison par ses entités Plans d'action ODD Doctrines d'intervention (BDT, BPI) Gamme de prêts, dispositifs d'accompagnement et services pour les territoires et les entreprises Analyses d'impacts socio-économiques (BDT, BPI) 	Caisse des Dépôts	Montant annuel des financements réalisés auprès des collectivités locales (en M€) ⁽¹⁾	1 169	921
		Bpifrance	Nombre de PME/ETI/TPE soutenues financièrement (financements, investissements, garanties) dans l'année ⁽²⁾	78 650	70 800

Sigles : BDT : Banque des Territoires, BPI : Bpifrance.

(1) La baisse s'explique en particulier par le contexte d'offre abondante de financements privés et de taux d'intérêt bas, les nouvelles offres n'ayant été lancées qu'à mi-année.

(2) Le chiffre 2019 n'est qu'une estimation qui sera mise à jour. Le métier Gestions d'actifs, également concerné, n'est pour l'instant pas inclus dans l'indicateur.

■ Indicateurs ayant fait l'objet d'une vérification externe.

PLANS D'ACTION SUR LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

ODD	Niveau	Principaux plans d'action
	Prioritaire	<ul style="list-style-type: none"> Soutenir la création d'entreprises et les TPE/PME, et étendre le continuum de financement à l'entrepreneuriat dans tous les territoires Renforcer les financements et investissements dans les structures de l'ESS Développer une posture actionnariale en faveur des emplois décents et de la sécurité des salariés, y compris dans la chaîne d'approvisionnement Développer l'investissement dans des nouvelles formes et des nouveaux lieux de travail sur les territoires
	Prioritaire	<ul style="list-style-type: none"> Financer la rénovation des infrastructures et équipements de transport, le verdissement des flottes et le développement de pôles intermodaux Financer le déploiement des infrastructures numériques pour les territoires non couverts Accompagner les entreprises, en particulier les TPE, dans leur politique d'innovation ainsi que les industries dans la modernisation de leur outil productif
	Prioritaire	<ul style="list-style-type: none"> Financer et accompagner les entreprises et les collectivités dans leurs projets de ville durable et/ou connectée, et soutenir la recherche sur les sujets associés Renforcer les exigences sur les critères de durabilité dans les choix et les décisions d'investissement des contreparties Accroître l'intervention de la Banque des Territoires sur les territoires fragiles
	Significatif	<ul style="list-style-type: none"> Renforcer et valoriser les partenariats du Groupe concourant à démultiplier son action pour l'atteinte des ODD

Accompagner le développement des entreprises, en particulier des PME et TPE

Le Groupe est présent auprès des entreprises de toutes tailles et de tous secteurs, Bpifrance ciblant prioritairement les TPE, PME et ETI, et s'attachant à développer les secteurs d'avenir. 23 % des entreprises soutenues par Bpifrance opèrent dans le numérique et les TIC, la santé et l'économie du vivant, les éco-industries, et les transports. En proposant un continuum de solutions de financement et d'accompagnement pour toutes les phases de vie des entreprises,

Bpifrance veille à la réussite de ses bénéficiaires. Ainsi, 89 % des entreprises dont Bpifrance a soutenu la création sont toujours en activité après trois ans, contre 75 % dans une population de référence. Bpifrance vise également un effet de levier des ressources publiques mobilisées pour générer un effet d'entraînement sur les financements privés. En moyenne, 1 € de dotation publique permet l'octroi de 10,2 € de garanties Bpifrance qui permettent de débloquer l'accès à 21,4 € de prêts partenaires⁽¹⁾.

Accompagner les territoires et déployer les infrastructures numériques et de mobilité verte essentielles

En matière d'accompagnement des territoires, en 2019, la Banque des Territoires a engagé 99 M€ de prêts pour l'aménagement urbain et 19 M€ de crédits d'ingénierie, sans compter les missions de conseil réalisées par la SCET. Dans le secteur du numérique, la Banque des Territoires a investi 40 M€ complémentaires en faveur des réseaux d'initiative publique et financé 201 M€ de prêts supplémentaires

pour les réseaux très haut débit. Concernant le secteur des transports, la Banque des Territoires est intervenue pour le déploiement de diverses solutions de mobilité plus propres et plus inclusives, tandis que Transdev Group continue de développer de tels dispositifs pour ses propres opérations (exemple : les transports à la demande Buurt Bus avec le monde associatif).

Dynamiser les territoires les plus fragiles

Pour les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) et les centres des villes moyennes, la Banque des Territoires investit dans des projets immobiliers visant la revitalisation et participe au programme « Action cœur de ville ». Au bénéfice de l'emploi des personnes qui en sont éloignées et de l'entrepreneuriat, la Banque des Territoires investit en direct dans des programmes tel le dispositif « Territoires zéro chômeur », tandis que Bpifrance a engagé

un programme de soutien à l'entrepreneuriat pour tous. D'autres actions sont menées par les autres entités, à l'image d'Icade et de CNP Assurances impliquées dans le « Pacte avec les quartiers pour toutes les entreprises » (Paqte), programme destiné à faciliter l'intégration de jeunes issus des quartiers prioritaires de la politique de la ville, ou de « Nos quartiers ont des talents » au sein de l'Établissement public et d'Egis.

(1) Résultats issus de la dernière étude d'impact Bpifrance sur des données 2018.

8,7 Md€

Crédits à court terme octroyés par Bpifrance

8,1 Md€

Nouveaux financements moyen et long terme

8,5 Md€

Crédits garantis pour près de 60 000 entreprises bénéficiaires, dont 90 % de TPE

1 355

entreprises accélérées par Bpifrance

334

collectivités accompagnées en crédits d'ingénierie par la Banque des Territoires (hors Action cœur de ville)

1 600 000

locaux desservis en fibre optique par les 56 réseaux d'initiative publique financés depuis le début du programme

3,5 M

de passagers transportés par Transdev Group en France

222

villes engagées dans le programme Action cœur de ville

185

quartiers prioritaires de la politique de la ville touchés par la tournée Entrepreneuriat pour tous de Bpifrance

- Pour en savoir plus :
 - section « Développement économique » du supplément ;
 - sites Internet de la Banque des Territoires et de Bpifrance ;
 - rapport annuel du Fonds d'épargne 2019.

Des pratiques loyales et transparentes

La responsabilité du contrôle permanent et de la conformité est assurée par une direction dédiée, rattachée au directeur général. En parallèle, une direction des risques pilote le dispositif de maîtrise des risques, et veille à la cohérence et à l'efficacité de ce dernier.

Un dispositif déontologique déployé sur tout le Groupe

Le dispositif repose sur une charte de déontologie Groupe, également déclinée de manière spécifique par l'Établissement public et la quasi-totalité de ses filiales. Ces documents sont complétés

par des procédures opérationnelles qui en précisent l'application et les modalités de contrôle, par exemple sur la prévention de la corruption et la gestion des conflits d'intérêts.

De multiples dispositifs d'alerte

Chacune des entités du Groupe met en place un dispositif d'alerte afin de permettre le signalement des manquements éthiques en toute protection et confidentialité. En complément, d'autres canaux de remontée des incidents existent, notamment les saisines auprès du déontologue, des RH ou des

assistants de prévention-sécurité pour l'Établissement public.

Des avis de conformité en comité d'engagement

Lors du lancement de nouveaux produits, d'investissements dépassant certains seuils ou lors de l'externalisation de prestations essentielles, des avis spécifiques de conformité sont requis. Ils sont établis par un service dédié, indépendant des directions opérationnelles présentant les projets. En cas d'avis défavorable, la décision du directeur général est requise pour poursuivre le projet.

La Caisse des Dépôts s'attache à l'exemplarité de ses pratiques opérationnelles. Elle veille aussi à sa neutralité tout en restant attentive aux demandes de ses parties prenantes.

Une lutte stricte contre la corruption, le blanchiment d'argent et les paradis fiscaux

Chaque entité, quel que soit son assujettissement à la réglementation en termes de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LCB-FT), est tenue de respecter la politique Groupe en la matière. Celle-ci prohibe notamment toute relation d'affaires ne répondant pas à des critères minimaux, ainsi que tout investissement dans un actif domicilié dans un pays listé comme étant à risque. Pour cela, toute nouvelle relation d'affaires fait systématiquement l'objet d'une revue qui inclut les risques de BC-FT et de fraude fiscale. En outre, la direction du contrôle permanent et de la conformité effectue un contrôle de conformité de la bonne application de ces politiques par chaque direction opérationnelle et par les filiales.

Une politique de protection des données à caractère personnel

Au sein de l'Établissement public, un comité de pilotage dédié, présidé par la secrétaire générale du Groupe, se réunit chaque trimestre afin de suivre la mise en œuvre du programme de conformité au règlement général sur la protection des données (RGPD),

tandis qu'une déléguée à la protection des données à caractère personnel pilote le déploiement de la politique. Un module d'e-learning a été élaboré, son suivi est obligatoire pour tout nouvel arrivant. Enfin, en 2019, un réseau de responsables des données à caractère personnel a été déployé afin de renforcer la gouvernance de ces sujets sur l'ensemble du périmètre du Groupe.

Une vigilance sur le respect des droits humains

Signataire du Pacte mondial des Nations unies, la Caisse des Dépôts veille au strict respect des droits de l'homme et des libertés syndicales. Avec ses filiales et participations stratégiques, elle respecte la réglementation française en matière de droit du travail, ainsi que les grandes déclarations et conventions internationales. Au-delà des politiques déployées sur leurs propres effectifs, les entités du Groupe intègrent ces enjeux dans leur chaîne d'approvisionnement au travers de leurs politiques d'achats responsables ainsi que dans leurs politiques d'investissements au travers de leurs analyses ESG. À ce dernier égard, des actions d'engagement actionnarial peuvent également être menées en cas de manquement constaté.

► Pour en savoir plus :
– les chapitres associés du supplément ;
– la page « Loyauté des pratiques » du site Internet et la version synthétique du code de déontologie en téléchargement.

RISQUES ET INDICATEURS CLÉS DE PERFORMANCE

Familles de risques	Dispositifs de maîtrise des risques	Périmètre	Indicateurs	2017	2018	2019
Éthique des affaires	<ul style="list-style-type: none"> Charte de déontologie Dispositifs LCB-FT, anti-corruption, anti-fraude Dispositif de contrôle interne Dispositif d'audit interne Cartographie des risques 	Groupe	Nombre d'alertes professionnelles reçues et traitées au cours de l'année écoulée	9 ⁽¹⁾	31 ⁽¹⁾	46 ⁽²⁾
Satisfaction des parties prenantes	<ul style="list-style-type: none"> Relations institutionnelles et politique partenariale Médiatrice et charte de la médiation Dispositif de déontologie Comités des parties prenantes Politique durable et charte d'investissement responsable 	Groupe	Nombre de griefs et plaintes déposés contre l'entité concernant ses impacts sur l'environnement, la société ou les droits de l'Homme	–	5 ⁽³⁾	3
Qualité de l'offre et satisfaction clients	<ul style="list-style-type: none"> Médiatrice et charte de la médiation Dispositifs de gestion de la relation clients des entités 	Groupe	Part des activités pour lesquelles une enquête de satisfaction clients est réalisée (en %) ⁽⁵⁾	–	–	–
Sécurité des données et protection de la vie privée	<ul style="list-style-type: none"> Sponsor RGPD (la secrétaire générale du Groupe) Comité de pilotage RGPD Dispositif de sécurité des systèmes d'information Dispositifs de protection des données à caractère personnel 	Groupe	Nombre de plaintes reçues de la CNIL pour atteinte aux données personnelles	–	5 ⁽³⁾	9 ⁽⁴⁾

(1) Hors CDC Biodiversité, CDC Habitat et Bpifrance.

(2) Hors Bpifrance et dispositif d'alerte en matière de discrimination et de harcèlement au travail de l'Établissement public. L'augmentation s'explique en grande partie par le déploiement renforcé des dispositifs d'alerte.

(3) Hors Bpifrance, CDC Biodiversité, Egis, SCET et Société Forestière.

(4) Hors CDC Biodiversité et STOA.

(5) Le détail par entité est présenté dans le supplément.

■ Indicateurs ayant fait l'objet d'une vérification externe.

Des ressources humaines en transformation

La Caisse des Dépôts s'appuie sur une politique de ressources humaines (RH) socialement responsable en transformation, au service de son projet stratégique et de ses collaborateurs.

Une transformation des pratiques RH et managériales

La direction des ressources humaines (DRH) a engagé, en 2019, une profonde rénovation des pratiques RH et managériales de l'Établissement public.

Une orientation clients renforcée

Les collaborateurs, managers et directions sont placés au cœur de la transformation RH avec le programme « Objectif clients RH ». Celui-ci vise à simplifier les processus et à renouveler

l'offre de services RH à travers la création d'un centre de relation clients RH, une évolution de l'organisation du temps et des modalités de travail, la simplification des processus de recrutement, de mobilité et de rémunération, le développement des offres de formation et d'accompagnement managérial, et la refonte des entretiens RH.

Une culture managériale partagée

Volet managérial du projet stratégique,

le programme « Grandissons ensemble » promeut trois principes : renforcer l'autonomie et la responsabilisation, simplifier les interfaces et résoudre les désaccords, et consacrer plus de temps au management. Ceux-ci ont été déclinés en bonnes pratiques managériales lors de la première édition de la Semaine des managers qui a réuni 900 participants.

RISQUES ET INDICATEURS CLÉS DE PERFORMANCE

Familles de risques	Dispositifs de maîtrise des risques	Périmètre	Indicateurs	2018	2019 ⁽¹⁾
Capital humain	<ul style="list-style-type: none"> Politique relative à la mobilité des collaborateurs au sein du Groupe Viviers « Perspective Groupe » et « Ressources dirigeantes » pour les hauts potentiels et futurs cadres dirigeants Cellule cadres dirigeants Dispositif « Manager » (en refonte) Université CDC (dont l'Université du management) 	Groupe	Taux d'accès des collaborateurs à la formation ⁽²⁾⁽³⁾	90 %	80 %
			<ul style="list-style-type: none"> Établissement public Groupe 	–	66 %
Dialogue social	<ul style="list-style-type: none"> Comité mixte d'information et de concertation Délégués syndicaux du Groupe Accords Groupe relatifs à l'égalité professionnelle femmes/hommes, à la mobilité et à la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences 	Groupe	Taux de turnover	7,7 %	5 %
			<ul style="list-style-type: none"> Établissement public Groupe 	–	20 %
Diversité et égalité des chances	<ul style="list-style-type: none"> Politique relative à l'égalité professionnelle femmes/hommes Politiques globales de diversité et d'égalité des chances dont politique relative au handicap et politique intergénérationnelle (EP) 	Groupe	Nombre d'accords signés dans l'année, dont ⁽²⁾ :	914	1 148
			<ul style="list-style-type: none"> Rémunération Conditions de travail 	53 %	61 %
Qualité de vie au travail	<ul style="list-style-type: none"> Baromètre social (mené tous les deux ans) Politique sociale (voir Capital humain) Politique et accord relatifs à la qualité de vie au travail (EP) 	Groupe	Taux d'emploi de travailleurs en situation de handicap ⁽⁴⁾⁽²⁾ :	6,0 %	6,0 %
			<ul style="list-style-type: none"> Taux d'emploi direct Taux d'emploi légal 	7,4 %	7,1 %
Qualité de vie au travail	<ul style="list-style-type: none"> Baromètre social (mené tous les deux ans) Politique sociale (voir Capital humain) Politique et accord relatifs à la qualité de vie au travail (EP) 	Groupe	Part de femmes :	39 %	35 %
			<ul style="list-style-type: none"> dans les recrutements dans les comités exécutifs ou assimilés 	33 %	28 %
Qualité de vie au travail	<ul style="list-style-type: none"> Baromètre social (mené tous les deux ans) Politique sociale (voir Capital humain) Politique et accord relatifs à la qualité de vie au travail (EP) 	Groupe	Taux d'absentéisme pour motif « maladie » ⁽²⁾	3,3 %	3,2 %
			<ul style="list-style-type: none"> Établissement public Groupe 	5,2 %	4,8 %
Qualité de vie au travail	<ul style="list-style-type: none"> Baromètre social (mené tous les deux ans) Politique sociale (voir Capital humain) Politique et accord relatifs à la qualité de vie au travail (EP) 	Groupe	Taux de satisfaction à l'égard de la situation professionnelle ⁽⁵⁾	76 %	–

■ Indicateurs ayant fait l'objet d'une vérification externe.
 (1) Données 2018 et 2019 non toujours comparables car la méthodologie a pu évoluer. Données internationales pour Egis non disponibles en 2019.
 (2) Périmètre France.
 (3) Données pour Compagnie des Alpes non disponibles.
 (4) Indicateur portant sur l'Établissement public. Le détail pour les autres entités figure dans le supplément.
 (5) Part des collaborateurs répondants s'étant déclarés « plutôt satisfaits » ou « très satisfaits ».

Le dialogue social comme appui essentiel à la transformation

En 2019, la Caisse des Dépôts a poursuivi ses chantiers de modernisation issus de la loi Pacte et de la loi relative à la Transformation de la fonction publique. Dans le cadre de l'accord du 24 septembre 2019, elle s'est dotée de nouveaux leviers en faveur du renouvellement des compétences. L'accord décline la stratégie de transformation des métiers de l'Établissement public par une gestion prévisionnelle des emplois et des compétences adaptée, et prend en compte, sur la base du volontariat, les aspirations des collaborateurs en matière d'accompagnement des projets professionnels ou personnels.

La responsabilité et l'innovation sociale au service des collaborateurs

Évolution des mentalités en matière d'égalité professionnelle femmes/hommes (F/H)

Pour son premier index égalité F/H publié en mars 2019, la Caisse des Dépôts a obtenu le score de 97/100,

témoignant des actions menées depuis de nombreuses années en termes d'emploi et de rémunération. Un troisième avenant à l'accord égalité professionnelle F/H a été signé en juin 2019. La lutte contre le harcèlement, les agissements sexistes et les violences au travail a été renforcée par la désignation d'un référent, le déploiement d'un nouveau dispositif de traitement des signalements et l'actualisation de la charte de prévention et des procédures de saisine.

Progression de l'insertion dans l'emploi des personnes en situation de handicap

L'engagement pour l'insertion professionnelle des personnes en situation de handicap a été renforcé par le développement de partenariats spécifiques (Hand'IGS pour le recrutement d'apprentis et de stagiaires, Hanploi pour la captation de nouveaux talents, Tremplin pour l'accompagnement vers l'emploi) et des actions de sensibilisation comme l'opération « DuoDay », marquée par l'implication du directeur général et du comité exécutif.

Innovation en matière de qualité de vie au travail (QVT) et de prévention santé au travail

L'accord relatif à la QVT 2016-2019 a été prorogé jusqu'au 30 juin 2020 pour approfondir la réflexion sur les évolutions à envisager. Fin 2019, un travail a été engagé avec les partenaires sociaux sur le temps de travail et le travail à distance pour favoriser une organisation du travail plus souple dans l'intérêt partagé des services et des collaborateurs. La conciliation entre vie professionnelle et vie personnelle reste un axe essentiel de l'accord, avec le soutien actif à la parentalité et à la solidarité familiale grâce notamment à des aménagements de temps. Par ailleurs, des actions ont été menées sur la prévention en matière de risques psychosociaux et de santé publique, dont les conférences et ateliers organisés dans le cadre du programme expérimental « Soyez acteur de votre santé au quotidien ! » ont rassemblé plus de 1 100 collaborateurs.

► Pour en savoir plus :
 – section « Ressources humaines » du supplément.

PLAN D'ACTION SUR LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

ODD	Niveau	Plans d'action
	Prioritaire	<ul style="list-style-type: none"> Renforcer la politique sociale en faveur de l'emploi des personnes en situation de handicap Renforcer la politique sociale en faveur de l'égalité salariale femmes/hommes
	Prioritaire	<ul style="list-style-type: none"> Former et sensibiliser les collaborateurs aux ODD et au développement durable
	Significatif	<ul style="list-style-type: none"> Contribuer à la prévention en matière de santé publique (stress, sommeil, alimentation et nutrition, activité physique et sportive)
	Significatif	<ul style="list-style-type: none"> Assurer la parité au sein des instances de gouvernance et lutter contre toutes les formes de discrimination Promouvoir l'exercice et le partage des responsabilités parentales et familiales
	Significatif	<ul style="list-style-type: none"> Renforcer la politique de prévention santé et sécurité au travail

Un impact maîtrisé du fonctionnement interne

Le Groupe Caisse des Dépôts s'efforce de réduire les impacts environnementaux de son fonctionnement interne et d'accroître sa contribution positive sur les territoires où il est implanté.

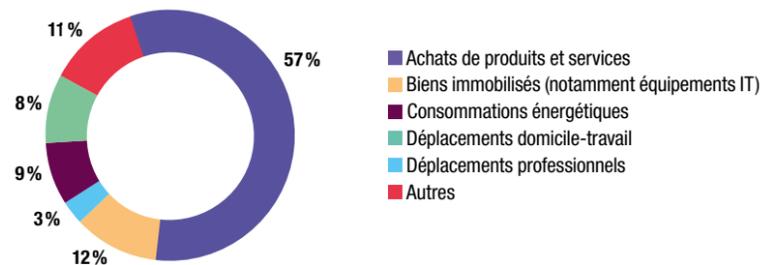
Le Groupe intègre la maîtrise du fonctionnement interne dans le pilotage de sa contribution aux objectifs de développement durable des Nations unies (ODD), chaque entité déployant ensuite ses propres plans d'action. Au sein de l'Établissement public, le programme « Écotidien, ensemble tous responsables » a ainsi été revu en 2019, avec pour principales ambitions d'accélérer la transition vers la neutralité carbone et de se mobiliser pour un fonctionnement courant plus responsable et un développement plus inclusif.

Vers la neutralité carbone
Quatre entités se sont déjà fixé des objectifs de réduction de leur empreinte carbone interne. En particulier, l'Établissement public s'est engagé sur une réduction de 12 % de ses émissions (scopes 1 et 2) entre 2013 et 2019 et sur une baisse de 38 % de sa consommation énergétique primaire entre 2006 et 2020 dans le cadre de son plan patrimonial. De nouveaux engagements sont en cours d'élaboration avec l'ambition d'aligner la trajectoire vers la neutralité carbone et d'intégrer les éléments du scope 3. À ce titre, des travaux sont également en cours sur les déplacements des collaborateurs, y compris domicile-travail dans le cadre du plan mobilité, et sur le numérique responsable.



(1) Données Établissement public.
(2) Énergie primaire, base DPE.

RÉPARTITION DES 58 641 TEQ CO₂ ÉMISES PAR LA CAISSE DES DÉPÔTS EN 2019 (SCOPES 1, 2 ET 3)⁽¹⁾



(1) Données estimées hors émissions induites par les financements et les investissements. Ces dernières sont présentées de manière plus détaillée dans la section « Œuvrer pour une finance responsable ».

PLAN D'ACTION SUR LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

ODD	Niveau	Plans d'action
7 Énergie propre et à bas carbone	Prioritaire	<ul style="list-style-type: none"> Améliorer l'efficacité énergétique du patrimoine immobilier d'exploitation Accroître la part d'énergies renouvelables dans le mix énergétique consommé par la Caisse des Dépôts
13 Climat	Prioritaire	<ul style="list-style-type: none"> Renforcer la résilience du patrimoine immobilier d'exploitation du Groupe Réduire, puis compenser a minima partiellement les émissions de gaz à effet de serre internes
9 Industrie, innovation et infrastructure	Prioritaire	<ul style="list-style-type: none"> Initier une démarche « numérique responsable » en calculant l'empreinte numérique de l'Établissement public et en promouvant l'écoconception des projets sur les systèmes d'information (SI)
11 Ville et communautés durables	Prioritaire	<ul style="list-style-type: none"> Poursuivre et renforcer le plan mobilité de l'Établissement public Améliorer la performance environnementale de la flotte de véhicules de fonction et de service Réduire les émissions des déplacements professionnels
12 Consommation responsable	Significatif	<ul style="list-style-type: none"> Poursuivre la gestion durable du papier Améliorer le taux de valorisation matière des déchets Poursuivre et renforcer la démarche d'achats responsables
15 Vie terrestre	Significatif	<ul style="list-style-type: none"> Végétaliser les espaces disponibles Soutenir la biodiversité au travers notamment de la compensation (solutions fondées sur la nature)
17 Partenariats pour la communauté	Significatif	<ul style="list-style-type: none"> Favoriser les partenariats professionnels pour mettre en place les bonnes pratiques et accélérer la transformation durable

La poursuite de la réduction des autres impacts environnementaux

En 2019, la Caisse des Dépôts a poursuivi ses actions pour une consommation maîtrisée des ressources et consommables, ainsi que le tri et la valorisation des déchets. Au sujet des déplacements, la simplification des procédures d'accès au travail à distance en 2017 a contribué à l'augmentation de 14 % des télétravailleurs, tandis que les actions du plan mobilité sur la réduction

des déplacements professionnels et l'installation de parking vélo continuent. En termes de restauration collective, l'entité a poursuivi le recours aux circuits courts et à la filière d'élevage Bleu-Blanc-Cœur. Enfin, outre la végétalisation des toitures de ses sites, l'entité finance des actions de restauration de la biodiversité dans le cadre du programme « Nature 2050 » développé par CDC Biodiversité.



Une politique structurée en faveur des achats responsables

La moitié des filiales sous contrôle opérationnel disposent d'une politique structurée d'achats responsables. La Caisse des Dépôts se conforme au Code des marchés public, en appliquant notamment les principes d'égalité de traitement des candidats et de transparence des procédures. Sa politique d'achats responsables a été renforcée en 2019 pour mettre l'accent sur des clauses durables

directement liées à l'exécution des marchés et sur l'évaluation de la performance RSE des candidats. Enfin, la quasi-totalité des entités du Groupe fait appel à des fournisseurs et prestataires issus du secteur protégé et adapté, pour le soutien à l'emploi de personnes en situation de handicap. En outre, Icade et CDC Habitat ont également recours à des clauses d'insertion dans leurs activités.



(1) Données Groupe.
(2) Données Établissement public.

➤ Pour en savoir plus :
- section « Fonctionnement interne » du supplément.

La recherche au service du développement durable

Afin d'agir pour un monde plus durable, le Groupe s'appuie sur les expertises et les travaux menés par l'Institut pour la recherche de la Caisse des Dépôts, ses filiales Novethic, CDC Biodiversité et son *think tank* I4CE. La Caisse des Dépôts soutient aussi la recherche en architecture et paysages par le biais de ses actions de mécénat.



La recherche au service d'une stratégie de long terme

L'Institut CDC pour la recherche est un programme de la Caisse des Dépôts qui a pour objet le soutien à des travaux de recherche dans les champs d'intervention stratégiques et les métiers du groupe Caisse des Dépôts. Pour nourrir ses travaux, l'Institut soutient, finance et échange avec de nombreuses universités, centres de recherche et *think tanks*.



Institut pour la recherche

<https://www.caissedesdepots.fr/institut-pour-la-recherche>

Accélérateur de transformation durable

Média Web de référence et expert de la finance durable, Novethic combine les approches pour offrir aux acteurs financiers, aux entreprises et à leurs collaborateurs les clés d'une transformation durable. Notre mission est de diffuser la culture du développement durable, d'éclairer les prises de décision et de faciliter l'action.



www.novethic.fr



L'économie de la biodiversité

Filiale entièrement dédiée à l'action en faveur de la biodiversité, CDC Biodiversité pilote la Mission économie de la biodiversité, dont les études proposent des mécanismes pérennes pour intégrer les enjeux de la biodiversité dans les activités économiques et financières.



<http://www.mission-economie-biodiversite.com/>



L'économie au service du climat

L'Institut de l'économie pour le climat (I4CE – Institute for Climate Economics) est une association experte de l'économie et de la finance dont la mission est de faire avancer l'action contre les changements climatiques.



<https://www.i4ce.org/>

La Caisse des Dépôts, mécène des possibles

Le mécénat de la Caisse des Dépôts se structure autour de trois programmes – Architecture et paysage, Musique classique, et Danse. Son action vise à repérer et soutenir l'émergence et la diffusion de nouveaux talents, faciliter l'accès des jeunes publics à la culture, favoriser la cohésion sociale en luttant contre les inégalités et contribuer à l'attractivité des territoires.



Mécénat

<https://www.caissedesdepots.fr/mecenas>

NOTRE ÉCOSYSTÈME RAPPORTS ANNUELS 2019

MINISITE

Retrouvez l'ensemble des documents et toute l'information sur <https://www.caissedesdepots.fr/rapport-annuel-2019>



Conférence de presse des résultats 2019

PUBLICATIONS



Supplément du rapport d'activité et de développement durable 2019



Rapport financier 2019



Rapport annuel Fonds d'épargne 2019



Bilan investissement responsable 2019

Merci à tous les contributeurs, rédacteurs et relecteurs

Édition : Groupe Caisse des Dépôts, Direction de la communication – Direction des finances Groupe. **Réalisation :** HAVAS PARIS

Crédits : Couverture : Getty Images, page 2 : © Frederique PLAS, Caisse des Dépôts, 2019, page 4 : © Jean-Luc Hauser / CC-BY-SA-4.0 / Wikimedia Commons, page 7 : © Frederique PLAS, Caisse des Dépôts, 2019, pages 16-17 : © Getty Images, page 18 : © Caisse des Dépôts/Jean-Marc Pettina, page 19 : © Getty Images/iStockphoto, page 20 : © Nicolas Job (parc : Thorntonbank), page 20 : © Caisse des Dépôts/Jean-Marc Pettina, page 21 : © Caisse des Dépôts/Jean-Marc Pettina, page 21 : © Getty Images, page 22 : © Frederique Plas, page 23 : © Bpifrance, page 24 : © Alice Dardun, page 24 : © Myriah Celeste, page 24-25 : © Myriah Celeste, page 25 : © Getty Images/iStockphoto, page 25 : © Fonderies de Sougland, page 26 : © Frederique Plas, page 27 : © Caisse des Dépôts/Jean-Marc Pettina, page 27 : © Caisse des Dépôts/Jean-Marc Pettina, page 28 : © Caisse des Dépôts, page 28 : © Caisse des Dépôts, page 29 : © Getty Images/iStockphoto, page 30 : © Caisse des Dépôts/Jean-Marc Pettina, page 31 : © Getty Images/iStockphoto, page 31 : © UAPS (architecte coordinateur), ECDM, Brenac & Gonzalez & Associés, Atelier Pascal Gontier, NP2F et Post-Office Architectes, Ailleurs Studio, page 32 : © Caisse des Dépôts/Pascal YUAN, page 32-33 : © Getty Images/iStockphoto, page 34 : © Frederique Plas, page 35 : © UN Photo/Loey Felipe, page 36-37 : © Caisse des Dépôts/Jean-Marc Pettina, page 37 : © Eric Couderc, page 37 : © Euronext, page 37 : © Caisse des Dépôts/Jean-Marc Pettina, pages 38-39 : © Getty Images, page 60 : © Getty Images. **Infographies et illustrations :** Stéphane Jungers.

Imprimé sur papier 100 % recyclé.

Groupe Caisse des Dépôts
56 rue de Lille
75007 Paris
T 01 58 50 00 00

 **in f** 
caissedesdepots.fr



Ensemble, faisons grandir la France